

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N°2025/80 à 2025/97

DU CONSEIL COMMUNAL

DU 19 JUIN 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-neuf juin, le Conseil Communal de la Commune de Lomme s'est réuni sous la Présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Maire de la Commune Associée de Lomme, à la suite de la convocation en date du treize juin deux mille vingt-cinq, laquelle convocation a été publiée sur le site de la Ville, conformément à la loi.

Nombre de conseillers en exercice : 35

PRESENTS :

M. Olivier CAREMELLE, Maire.

Mme Delphine BLAS - M. Jean-Christophe LIPOVAC - M. Michel VANHEE – M. André BUTSTRAEN - Mme Claudie LEFEBVRE – M. Bouchta DOUICHI – M. Alain GRILLET – Mme Monique LEROY, Adjoints au Maire.

Mme Mauricette GOURDIN - Mme Marie-Pierre SEGOND - M. Serge THERY – M. Jean-Robert MESSING – Mme Martine PONCHANT - Mme Valéria GRASSELLI – Mme Nouria BELAYACHI – M. Roger VICOT - M. Lucas LEROY - Mme Claire ZYTKA-TARANTO – M. Saïd BECHROURI - M. Cédric LEGRAND - M. Joffrey LEROY – M. Nicolas GROSSE, Conseillers Communaux.

EXCUSES :

Mme Karima HARIZI – Mme Cécile MESANS, Adjoint au Maire.

M. Philippe LEMIERE – Mme Isabelle CAMBIER - Mme Mylène GLORIAN - Mme Anne LEDUC -- M. Cédric BERLEMONT - Mme Stéphanie MORELLI – M. Philippe DUEZ - Mme Catherine de RUYTER, Conseillers Communaux

ABSENTS :

M. Romain FYVEY - M. Maxime MOULIN, Conseillers Communaux

Madame Karima HARIZI a donné pouvoir à Monsieur Roger VICOT
Madame Cécile MESANS a donné pouvoir à Monsieur André BUTSTRAEN
Monsieur Philippe LEMIERE a donné pouvoir à Monsieur Michel VANHEE
Madame Mylène GLORIAN a donné pouvoir à Monsieur Jean-Christophe LIPOVAC
Madame Isabelle CAMBIER a donné pouvoir à Madame Claudie LEFEBVRE
Madame Anne LEDUC a donné pouvoir à Monsieur Olivier CAREMELLE
Monsieur Cédric BERLEMONT a donné pouvoir à Monsieur Alain GRILLET
Madame Stéphanie MORELLI a donné pouvoir à Monsieur Jean-Christophe LIPOVAC
Madame Catherine de RUYTER a donné pouvoir à Monsieur Nicolas GROSSE

CONSEIL COMMUNAL DE LOMME

SEANCE

Du 19 juin 2025

DELIBERATION

2025 / 93 - MAISON DU CITOYEN ET DES SOLIDARITES – SUBVENTIONS 2025.

Par délibérations n°2022/117 du Conseil Communal de Lomme du 5 décembre 2022 et n°22/565 du Conseil Municipal de Lille du 9 décembre 2022, a été autorisée la signature d'une nouvelle convention avec les représentants du Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD) et ses structures partenaires concernant le Point d'Accès Au Droit – Point Justice de Lomme.

La convention qui définit les missions, les moyens et les règles de fonctionnement du Point d'Accès au Droit – Point Justice a été signée le 10 décembre 2022, pour une durée de 3 ans, tacitement reconduite pour une nouvelle durée de 3 ans à l'expiration du terme, entre la Ville, le Conseil Départemental de l'Accès au Droit et ses structures partenaires.

Par cette convention, la Ville arrête le montant de la subvention annuelle versée au CDAD du Nord sur la base des activités qu'il développe. En contrepartie, le CDAD du Nord assure l'intégralité du financement des consultations délivrées par les avocats du Barreau de Lille, les notaires et les commissaires de justice.

La labellisation Point d'Accès au Droit – Point Justice présente de nombreux avantages car elle permet à la Maison du Citoyen de bénéficier d'un partenariat renforcé avec le Ministère de la Justice à travers le soutien et l'aide apportée par le CDAD du Nord.

Dans ce cadre, les conventions de partenariat ont été renouvelées avec :

- Le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) Lille – Métropole ;
- L'Association des Accidentés de la Vie (FNATH) ;
- L'Association Intercommunale d'Aide aux Victimes et de Médiation (AIAVM) ;

En outre, une convention de partenariat entre la Maison du Citoyen et des Solidarités et l'Association Insertion des Demandeurs d'Asile (AIDA), a été conclue, suivant la délibération n°2024/109 du Conseil Communal de Lomme et n°24/421 du Conseil Municipal de Lille du 11 octobre 2024. En 2024, l'association AIDA a reçu 59 personnes lors de ses onze permanences à la Maison du Citoyen et des Solidarités. Afin de pouvoir poursuivre ces permanences mensuelles, dans le but de répondre aux nombreuses demandes des usagers en droit des étrangers, il est proposé de conclure un avenant avec l'association pour lui octroyer une subvention de 250 € pour l'année 2025.

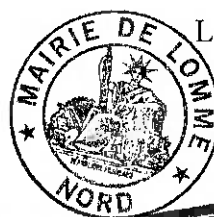
Le Conseil Communal, après en avoir délibéré, décide de bien vouloir :

- ◆ **AUTORISER** le versement des subventions présentées dans le tableau ci-annexé, pour un montant total de 24.279 € ;
- ◆ **AUTORISER** M. le Maire à signer les avenants ci-annexés ;
- ◆ **ATTRIBUER** la somme de :
 - 8.000 € au CDAD du Nord (Siret n°180 010 076 00016) ;
 - 4.000 € au CIDFF Lille-Métropole (Siret n°314 175 829 00048) ;
 - 4.000 € à la FNATH (Siret n°783 710 395 00014) ;
 - 8.029 € à l'AIAVM (Siret n°340 734 235 00013) ;
 - 250 € à AIDA (Siret n°448 397 695 00017) ;
- ◆ **IMPUTER** les crédits de paiement correspondants au chapitre 65, fonction 20, article 65748, opération n° 1119 Point d'Accès au Droit « Subvention de fonctionnement aux autres établissements publics locaux » - Code service : NGE.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ,

Fait et délibéré à Lomme, les jour, mois et an ci-dessus.

Pour expédition conforme,



Le Maire de Lomme

Publié :

03 JUL. 2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérécourse Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Structure	Mise à jour de la Convention	Actions	Subvention 2025
Conseil Départemental d'Accès au Droit du Nord CDAD du Nord Siret : 180 010 076 000 16	Convention renouvelée et signée le 10 décembre 2022 pour une durée de 3 ans et peut faire l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction.	<p>La Maison du Citoyen et des Solidarités accueil depuis sa labélisation un nombre toujours croissant d'usagers.</p> <p>En 2024, ce sont 6863 usagers qui ont été reçus à la Maison du Citoyen et des Solidarités par les agents du Service et par les intervenants extérieurs (contre 4771 en 2023).</p> <p>Sur ces 6863 usagers, les agents chargés de l'accueil juridique ont accompagné 4638 personnes (contre 2575 personnes en 2023).</p> <p>Le CDAD du Nord finance l'intégralité des consultations juridiques délivrées par les avocats du barreau de Lille, par les huissiers de justice et les notaires. Il verse également une subvention aux associations partenaires.</p> <p>Les structures d'accès au droit (CDAD, MID, PAD) ont intégré le réseau « point-justice » créé par le ministre de la Justice en décembre 2020. Le CDAD du Nord est chargé de la mise en œuvre de cette réforme. Le Point d'Accès au Droit de Lomme est devenu un « Point d'Accès au Droit / point-justice ». Un numéro unique d'accès au droit, le 3039 a été déployé courant septembre 2021, les usagers sont mis en relation directement avec un point-justice situé à proximité de leur domicile.</p> <p>La Maison du Citoyen et des Solidarités participe au partenariat et travail en réseau avec les Services d'Accueil Unique du Justiciable (SAUJ) des tribunaux de l'arrondissement de Lille, afin de faciliter aux citoyens à la fois l'accès au droit et l'accès à la justice.</p>	8 000 €

<p>Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles</p> <p>LILLE METROPOLE CIDFF</p> <p>LILLE METROPOLE</p> <p>Siret : 314 175 829 00048</p>	<p>Convention renouvelée et signée le 25 janvier 2023 pour une durée de 3 ans et peut faire l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction.</p>	<p>Le CIDFF LILLE METROPOLE assure des permanences juridiques hebdomadaires à la Maison du Citoyen et des Solidarités, qui consistent à conseiller les lillois dans les domaines du droit de la famille, du travail, de la sécurité sociale, du conseil conjugal, de la médiation familiale et des violences intra-familiales ; dispense tout au long de l'année de l'information aux partenaires de la Maison du Citoyen et des Solidarités et propose un suivi par une psychologue du CIDFF de Lille aux usagers, notamment dans le cadre de violences conjugales et intrafamiliales.</p> <p>Leurs permanences ont lieu à la Maison du Citoyen et des Solidarités tous les jeudis.</p> <p>Dans les cas nécessitant une réponse d'urgence, les lillois sont reçus dans la journée dans les locaux du CIDFF Lille Métropole 198 rue de Lille à Roubaix ou peuvent bénéficier d'un rendez-vous téléphonique privilégié avec leurs services.</p> <p>Le CIDFF a participé à la Journée Nationale de l'Accès au Droit qui a eu lieu le 24 mai 2024 à la Maison du Citoyen et des Solidarités.</p>	<p>4 000 €</p>
<p>Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés et les représentants du Conseil Départemental de l'Accès au Droit du Nord – FNATH</p> <p>Siret : 783 710 395 00014</p>	<p>Convention renouvelée et signée le 25 janvier 2023 pour une durée de 3 ans et peut faire l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction.</p>	<p>La FNATH assure des permanences juridiques à la Maison du Citoyen en matière de droit social.</p> <p>Dans les cas nécessitant une réponse d'urgence, les lillois sont reçus dans la journée dans les locaux de la FNATH 4 boulevard Louis IV à Lille où ils peuvent bénéficier d'un rendez-vous téléphonique avec les juristes compétents en matière de droit social.</p>	<p>4 000 €</p>

		<p>L'augmentation importante du nombre de demandes de la population en matière de droit du travail a nécessité la mise en place d'une seconde permanence mensuelle à compter du 1^{er} janvier 2018.</p> <p>La FNATH a participé à la Journée Nationale de l'Accès au Droit du 24 mai 2024 à la Maison du Citoyen et des Solidarités.</p>	
<p>Association Intercommunale d'Aide aux Victimes d'Infractions et de Médiation – AIAVM Siret : 340 734 235 00013</p>	<p>Convention renouvelée et signée le 25 janvier 2023 pour une durée de 3 ans et peut faire l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction.</p>	<p>Depuis plus de 20 ans, l'AIAVM procure aux lommois une information sur leurs droits, une orientation vers les professionnels chargés de les mettre ne œuvre et une aide dans l'accomplissement de leurs démarches, elle assure également dans le cadre de ces permanences le traitement des mesures de médiation pénale diligentées par le Parquet de Lille concernant les lommois (à l'exception des médiations diligentées dans le cadre du traitement en temps réel dont les convocations sont remises par voir d'Officier de Police Judiciaire). L'AIAVM met enfin à disposition des lommois sont pôle psychologique.</p> <p>Le partenariat avec la Maison du Citoyen permet aux usagers victimes d'infractions d'être orientés de manière privilégiée en dehors de la permanence du mercredi après-midi vers les juristes de l'association présents du lundi au vendredi au Tribunal Judiciaire de LILLE.</p>	<p>8 029 €</p> <p>Subvention calculée sur une base proportionnelle à la démographie à concurrence de 0.24 centimes d'euro par habitant pour la mise en œuvre de permanences juridiques hebdomadaires à la Maison du Citoyen ou tout autre site appartenant à la commune associée de LOMME</p>

<p>Association Insertion des Demandeurs d'Asile Siret : 448 397 695 00017</p>	<p>Convention de partenariat autorisée par délibération du Conseil Communal de la commune associée de Lomme en date du 10 octobre 2024.</p>	<p>L'Association Insertion pour les Demandeurs d'Asile a pour domaines d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ un service d'accueil de jour des demandeurs d'asile, des migrants , des réfugiés politiques et des étrangers sans titre de séjour ➤ une assistance administrative / juridique ou matérielle (restauration à midi, laverie, consigne, vestiaire d'urgence) ➤ un suivi des familles en difficulté. <p>Elle tient 11 permanences par an au sein de la Maison du Citoyen et des Solidarités pour accueillir et accompagner les usagers dans le domaine du droit des étrangers.</p> <p>Au regard de son expérience et de ses pratiques sur la question du droit des étrangers, l'association participera également en tant que partenaire à l'analyse des besoins, aux réflexions et propositions sur l'évolution des services de la Maison du Citoyen et des Solidarités.</p>	<p>250 €</p>
---	---	---	--------------



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**point-justice
Nord**

**CDAD
Conseil Départemental
de l'Accès au Droit
du Nord**



AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DU POINT D'ACCÈS AU DROIT / POINT-JUSTICE de LOMME

Vu la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, modifiée par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits et la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle,

Vu le décret n°2000-4 du 4 janvier 2000 fixant la rétribution des consultations en matière d'accès au droit,

Vu la convention constitutive du Conseil Départemental de l'Aide Juridique en date du 03 mai 1993, approuvée le 07 décembre 1993,

Vu la convention constitutive du Conseil Départemental de l'Accès au Droit en date du 30 octobre 2003, approuvée le 09 décembre 2003,

Vu la convention constitutive du Conseil Départemental de l'Accès au Droit en date du 16 mai 2013, approuvée le 16 mai 2013, complétée et modifiée par avenant du 23 novembre 2017, approuvé le 23 novembre 2017.

Vu la convention relative à la création du Point d'Accès au Droit de Lomme en date du 2008, approuvée le 8 mars 2005,

Vu la dépêche de Monsieur le garde des Sceaux, ministre de la Justice en date 09 décembre 2020 portant création d'un réseau point-justice et d'un logo unique,

Vu la convention de partenariat établie pour une durée de trois ans du 10 décembre 2022 au 10 décembre 2025,

ENTRE :

Le Conseil Départemental d'Accès au Droit du Nord représenté par Madame Stéphanie KRETOWICZ, Présidente du Tribunal Judiciaire de LILLE, Présidente du CDAD du Nord,

D'une part,

ET

La Ville de Lille - Commune Associée de Lomme représentée par Monsieur Olivier CAREMELLE, Maire délégué de la Commune Associée de Lomme, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Communal du 12 octobre 2023 et du Conseil Municipal de Lille du 13 octobre 2023, désignée ci-après par « la Commune », n° SIRET / 215 903 550 00014, Code NAF : 8411 Z,

D'autre part,

Autres partenaires :

Le Barreau de Lille, représenté par Maître Philippe SIMONEAU, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de Lille,

La chambre Interdépartementale des Notaires du Nord et du Pas de Calais, représentée par Maître Marie-Hélène DEHEUL-MILHEM, Présidente,

La chambre Régionale des Commissaires de Justice, représentée par Madame Barbara SEREDNICKI, Présidente,

Il a été convenu de modifier comme suit la convention intervenue entre les parties pour l'année 2025.

ARTICLE 1 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Les dispositions ci-dessous s'ajoutent aux articles de la convention relatifs aux montants des subventions octroyées et le cas échéant aux modalités de versement. Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

ARTICLE 2 : SUBVENTION

Afin de soutenir les actions du Conseil Départemental d'Accès au Droit du Nord, et à la condition qu'il respecte les engagements de la convention de partenariat, la Ville s'engage à verser à au Conseil Départemental d'Accès au Droit du Nord une subvention d'un montant de 8000,00 € au titre de l'année 2025, le Conseil Départemental d'Accès au Droit du Nord s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour respecter le budget prévisionnel ci-annexé.

Fait à LOMME, le

Pour le CDAD du Nord :

Le Président du Tribunal Judiciaire de Lille, Président du CDAD du Nord,

Madame Stéphanie KRETOWICZ

Pour le Point d'Accès au Droit / point-justice de Lomme :

Le Maire de Lomme,

Monsieur Olivier CAREMELLE

Pour les autres partenaires :

Le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats,

Maître Philippe SIMONEAU

Le Président de la Chambre Régionale des Commissaires de Justice,

Maître Barbara SEREDNICKI

Le Président de la Chambre Interdépartementale des Notaires du Nord et du Pas de Calais

Maître Marie-Hélène DEHEUL-MILHEM

<p style="text-align: center;">AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DE LA MAISON DU CITOYEN ET DES SOLIDARITES DE LOMME</p>
--

Entre,

La Ville de LILLE - Commune Associée de LOMME sise 72 Avenue de la République – BP 159 – 59461 Lomme Cedex, représentée par Monsieur Olivier CAREMELLE, Maire délégué de la Commune Associée de LOMME, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Communal

D'une part,

Et

L'association Insertion des Demandeurs d'Asile (AIDA) dont le siège se situe au 58/60 rue de la justice à Lille représentée par sa Directrice, Ebru BUE ERKMEN

D'autre part,

Il a été convenu de modifier comme suit la convention intervenue entre les parties le 10 octobre 2024, suivant délibération n°2024/109 du Conseil Communal de Lomme et n°24/421 du Conseil Municipal de Lille du 11 octobre 2024.

ARTICLE 1 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Les dispositions ci-dessous sont intégrées dans un nouvel article 10, intitulé « Subvention de la Commune ». Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

ARTICLE 2 : SUBVENTION DE LA COMMUNE

Aux fins du présent avenant, la Commune de LOMME s'engage à verser à l'association une subvention pour la mise en œuvre des permanences juridiques mensuelles.

La subvention de la Commune à l'association pour l'année 2025 s'élève à 250 euros.

Cette subvention sera versée en une fois et sera fonction :

- Des pièces fournies par l'association,
- De la réalisation effective des missions et actions du partenariat.

En cas de non-réalisation de l'action ou de retard dans sa réalisation, la Commune ne procédera pas au versement de la subvention prévue.

Fait en deux originaux

A LOMME, le

Pour La Ville de LILLE – Commune associée de LOMME

Le Maire délégué de la Commune de Lomme

Monsieur Olivier CAREMELLE

Pour l'association Insertion des Demandeurs d'Asile (AIDA)

Ebru BUE ERKMEN

Directrice

CDAD DU NORD
Budget Prévisionnel 2025

POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBERANT					PREVISIONS 2025	RECETTES	PREVISIONS 2025
section d'investissement :							
2053	Logiciel – Site internet				500,00		
2183	matériel informatique et de bureau			74	500,00	Subventions d'exploitation	
section de fonctionnement						Etat	
60	Achats					cour d'appel	220 000,00
607	Achats de marchandises					cour d'appel dotation Perm étrangers littoral	10 000,00
61						Cour d'appel dotation sécurisation MJD Roubaix	2 526,47
6156	Hébergement site				300,00	Préfecture FIPD	10 000,00
616	primes d'assurance				150,00		
6185	Frais de colloques séminaires et conférences			744	15 000,00	Collectivités locales	
62	Autres services extérieurs					conseil départemental	40 000,00
6212	Gratification stagiaires						
623	Information, publications, relations publiques				2 000,00	mairie de Lille	7 500,00
625	Déplacement - mission				420,00	mairie de Lomme	8 000,00
6257	Réception				2 000,00	mairie de Hem	5 000,00
6287	Prestation externe d'informatique					mairie de Saint-André	5 000,00
6288	Autres prestations externes diverses				6 126,47	mairie de Caudry	2 000,00
62888	Dotations aux barreaux				212 230,00	mairie de Condé sur Escaut	5 000,00
65	Autres charges de gestion					mairie de Saint-Amand-les-Eaux	5 000,00
6511	Redevances pour concession et logiciels				2 700,00	mairie de Péquencourt	5 000,00
657	Subventions versées à des tiers					mairie d'Hellemmes	5 000,00
65734	Subventions aux associations				90 000,00	Communauté de Communes Pays de Mormal	1 000,00
6588	Autres charges diverses						
Section personnel						Métropole Européenne de Lille	5 000,00
64	Charges de personnel						
641	Rémunération de personnel				3 500,00		
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance				400,00		
TOTAL DES CHARGES					336 026,47	TOTAL DES PRODUITS	336 026,47
Excédent de l'exercice						Déficit de l'exercice	-
Totaux égaux en recettes et en dépenses					336 026,47	Prélèvement sur fonds de roulement	-
						Totaux égaux en recettes et en dépenses	336 026,47

Validé par l'organe délibérant le 18 décembre 2024

La présidente du CDAD du Nord

Stéphanie KRETOWICZ

10. Budget prévisionnel de l'association « CIDFF Nord Territoires »
Intitulé du projet : « ACCES AUX DROITS »

CHARGES		PRODUITS	
Achats non stockés de matériels et fournitures	3 000	Vente de produits et marchandises	20 400
Achat d'études et prestations de services	20 000	Prestations (formation...)	45 000
Eau, gaz, électricité	10 000	Produits annexes/participations usagers	
Fournitures d'entretien	700		
Fournitures administratives	2 500		
Petit Equipement	3 500		
Autres Fournitures	7 000		
TOTAL DES ACHATS	46 700	TOTAL DES PRODUITS PROPRES	65 400
Location mobilière et immobilière	100 000	Europe	97 336
Sous-traitance générale	5 000	ETAT DRDFE CPO Emploi	175 011
Documentation	2 500	ETAT DRDFE CPO Emploi	33 000
Entretien, maintenance	6 500	ETAT DRDFE Poste animation	60 000
Assurances	5 000	ETAT EVARS	51 914
Divers (docs, séminaires...)	4 500	ETAT Restaur elles	95 000
TOTAL SERVICES EXTERIEURS	123 500	ETAT DDFE Création Avenois	115 000
		ETAT DDFE	70 000
Honoraires	22 000	ETAT FIPDR CV justice	166 000
Publicité / communication	3 253	Région	36 500
Déplacements, missions	12 000	Département	299 700
Frais postaux, télécom	10 000	MSA	1950
Services bancaires	500	C.A.F.	90 000
Divers (dont formation salariés, bénévoles)	206	ARS	25 000
TOTAL AUTRES SERVICES EXT.	47 959	Ville de Lomme	4200
Impôts et Taxes (taxe sur salaires..)	65 000	Autres Communes	95500
Rémunération du personnel	1 209 000	Intercommunalité	86 500
Segur	125 000		
TOTAL CHARGES DE PERSON.	1 334 000	Autres financeurs	11 000
Autres charges de gestion courante	1 500	TOTAL DES SUBVENTIONS	1 514 211
CHARGES FINANCIERES	632	Autres produits de gestion courante	37 680
		Dont cotisations reçues	37 680
Dons, libéralités (donnés)		PRODUITS FINANCIERS	2 000
Charges sur exercices antérieurs		Dons, libéralités (reçus)	2 000
TOTAL CHARGES EXCEPT.		Produits except. s/ opérat. gestion	
Dot. Provisions et/ou amortissements		TOTAL PRODUITS EXCEPT.	
Engagements à réaliser sur ressources affectées		Reprises sur provisions et amortissements	
TOTAL DES DOTATIONS		Report reSSources non utilisées des exercices antérieurs	
		TOTAL DES REPRISES	
TOTAL CHARGES PREVISIONNELLES*	1 619 291	TOTAL PRODUITS PREVISIONNELS*	1 619 291

EMPLOI contributions volontaires nature		CONTRIBUTIONS volontaires en nature	
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		Bénévolat	
Prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL EMPLOI contributions volontaires nature*		TOTAL CONTRIBUTIONS volontaires en nature*	

Nom du Signataire : Dany BOURDET

Signature :

Qualité : Président Par délégation de Signature Marie Pessemier-Deboudt Directrice

Date : 04/04/25

- Politique de formation :

10. Budget prévisionnel de l'association « __FNATH__ »

Intitulé du projet : « __Permanence Médiation__ »

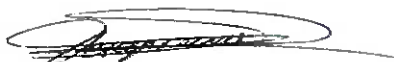
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	43000	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	100000
Achats matières et fournitures	40000	73 - Concours publics	
Autres fournitures	3000	74 - Subventions d'exploitation 2	6000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	4000		
Locations	1000		
Entretien et réparation	1000		
Assurance	1000	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	1000		
62 - Autres services extérieurs	4000	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication	1000		
Déplacements, missions	2000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	1000	Ville de Lomme	6000
63 - Impôts et taxes	5000		
Impôts et taxes sur rémunération	5000		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	50000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	30000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	20000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	1060000	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN	1060000
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN		TOTAL DONT CVN	

Nom du Signataire : DEREGNAUCOURT Daniel

Qualité : Président Départemental

Date : 05/04/2025

Signature :



1 Ne pas indiquer les centimes d'euros.

2 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

10. Budget prévisionnel de l'association « AIAVM »

Intitulé du projet : « Permanences d'aide aux victimes au sein de la maison du citoyen de Lomme »

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Concours publics	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation 2	8029
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	0		
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	350	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication	50		
Déplacements, missions	300	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres		Ville de Lomme	8029
63 - Impôts et taxes	691		
Impôts et taxes sur rémunération	691		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	6988	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	5146	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	1842	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	8029	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN	0
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN	8029	TOTAL DONT CVN	8029

Nom du Signataire : Gilles DUMEZ

Qualité : Directeur

Date : 09/04/2025

Signature :

1 Ne pas indiquer les centimes d'euros.

2 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

10. Budget prévisionnel de l'association « AIDA »
Intitulé du projet : « Permanences Juridiques »

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	14500	73 - Concours publics	
Autres fournitures	7338	74 - Subventions d'exploitation 2	0
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	0	DRETS BOP 177	199 792
Locations	6700	BOP 304 (programme 19)	36000
Entretien et réparation	5000		
Assurance	2000	Conseil-s Regional(aux) :	
Documentation			
		Emmaüs communautés	28700
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Remunérations intermédiaires et honoraires	17000	MEL formation Union	4500
Publicité, publication			
Déplacements, missions	1200	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	500	Ville de Lomme	250
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération	1855		
Autres impôts et taxes	1110	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Remunération des personnels	193500	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	46000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	27461
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	296703	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN	296703
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN		TOTAL DONT CVN	

Nom du Signataire : **NAESSENS Jacques** Qualité : **Président**

Date : **23/04/2025**

Signature : 

1 Ne pas indiquer les centimes d'euros.

2 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

A.I.D.A.
Alde à l'Insertion des Demandeurs d'Asile
58/60, rue de la Justice
59000 LILLE
Tél. 03 20 06 79 80 - Fax. 03 20 78 25 67
aida-emmaus59@hotmail.fr

DEMANDE DE SUBVENTION APPEL A PROJET 2025 ~~ASSOCIATION HORS SPORT~~ Groupement d'Intérêt Public

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1, 10 et 10-1 Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016.

Ce formulaire est à envoyer à : vieassociative@mairie-lomme.fr ou à envoyer/déposer au : Pôle Associatif Michelet, 112 rue du XXème siècle 59160 Lomme (demande de subvention),

Cocher les cases correspondant à votre demande :

FREQUENCE - RECURRENCE
<input type="radio"/> PREMIERE DEMANDE
<input type="radio"/> XX RENOUVELLEMENT
Conseil Départemental de l'Accès au Droit du Nord
Montant souhaité : 8.000 €

Liste des pièces à joindre obligatoirement à ce dossier pour permettre l'étude de votre dossier :

- Attestation d'assurance pour l'année 2025,
- RIB du GIP,
- Bilan financier 2024 et budget prévisionnel DU PROJET sont contenus dans le dossier. **Ils doivent être datés et signés par le président** (ou par son représentant ; joindre la délégation de signature)
- Bilan d'activité 2024
- Le bilan quantitatif et qualitatif joint à cette demande, en cas de renouvellement d'appel à projet.

Liste des pièces à joindre obligatoirement si c'est votre première demande (fonctionnement ou appel à projet) :

- Statuts signés et datés,
- Procès-Verbal de la dernière Assemblée Générale 2024,
- Avis de situation Sirene
- Liste des membres du bureau et du Conseil d'Administration

Pour les nouvelles demandes :

- Récépissé de préfecture
- Procès-verbal d'Assemblée Générale constitutive
- Publication au Journal Officiel

1- Identification du GIP

1.1 Nom - Dénomination : **Conseil Départemental de l'Accès au Droit du Nord**

Sigle du GIP : CDAD du Nord Site web : www.cdad-nord.fr

1.2 Numéro Siret : 18001007600016

1.2 bis code NAF : 84.23Z

1.3 Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : NON

1.4 Adresse du siège social : Tribunal judiciaire de Lille - 13 avenue du Peuple Belge

Code postal : 59034 Commune : LILLE Cedex

1.5 Représentante légale

Nom : KRETOWICZ Prénom : Stéphanie

Fonction : présidente du CDAD du Nord, présidente du TJ de Lille

Téléphone : Courriel :

1.6 Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal)

Nom : FLASZENSKI Prénom : Nathalie

Fonction : Secrétaire générale

Téléphone : 03.20.78.34.14 Courriel : cdad-nord@justice.fr

2. Relations avec l'administration

Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s) ? oui ☐ non ☐

Le CDAD du Nord n'est pas une association mais un GIP

La convention constitutive renouvelée en date du 8 juillet 2023 a été publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord du 19 juillet 2023

Si oui, merci de préciser :

Type d'agrément :	attribué par	en date du :
_____	_____	_____
_____	_____	_____

L'association est-elle reconnue d'utilité publique ? oui ☐ non ☐

Si oui, date de publication au Journal Officiel :

L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ? oui ☐ non ☐

3. Relations avec d'autres associations

A quel réseau, union ou fédération, l'association est-elle affiliée ? (indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle)

.....

.....

.....

L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : NON ☐ OUI ☐ Si oui, lesquelles?

.....Le CDAD du Nord n'a pas d'adhérent.....

4. Moyens humains mobilisés pour votre projet

Nombre de bénévoles : Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association, de manière non rémunérée	0	
Nombre de volontaires : Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique)	0	
Nombre total de salariés :	0	
Dont nombre d'emplois aidés	0	
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)	0	
Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique	2	
		Au 31 décembre 2024 ou fin de saison
NOMBRE D'ADHERENTS Adhérent : personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association	LOMMOIS : LILLOIS / HELLEMMOIS : EXTERIEURS :	0
NOMBRE D'ADHERENTS	Moins de 18 ans : Plus de 18 ans :	0
REPARTITION HOMME / FEMME	Femme : Homme :	0
Montant de la cotisation en Euros, par an :	Lommois : Lillois / Hellemmois : Extérieurs : Autre type d'adhésion :	0

5. Bilan financier du CDAD du Nord

Année 2024

Voir Compte financier 2024 joint

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Concours publics	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation 1	232217,53
		Etat : Ministère de la Justice dotation initiale	218720
61 - Services extérieurs	0	Ministère de la Justice dotation spécifiques (travaux)	13497,53
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance	104,28	Conseil Régional :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	262103,25	Conseil Départemental :	40000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	243723,31		
Publicité, publication, réception, colloques, séminaires	7188,50		
Déplacements, missions	221,04	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	95500
Travaux	10970,40		
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	3049,72	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	2763,72	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	286	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	124075,58	75 - Autres produits de gestion courante	0
Redevance logiciel	2550,58	756. Cotisations	
Subventions aux associations	119060		
Remboursement FIPD	2465	758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	1060,60
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	389332,83	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN	328778,13
Excédent (bénéfice)		Insuffisance (déficit)	60554,70
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN		TOTAL DONT CVN	
SOLDE DES COMPTES BANCAIRES en fin d'exercice comptable			
Compte courant		€	
Livret		€	
Caisse		€	

Nom du Signataire : Stéphanie KRETOWICZ

Qualité : Présidente du CDAD du Nord

Date :

Signature :

2 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

Etat de la trésorerie :

Il s'agit de présenter l'état de la trésorerie, justifier des excédents, démontrer la capacité d'autofinancement de l'association et la gestion budgétaire saine. Ne pourront être financés que les associations dont les réserves financières sont inférieures à 3 fois ses besoins annuels (sauf projet ou action à financer nécessitant un budget conséquent) :

La trésorerie au 31 décembre 2024 d'un montant de 261 939,62 couvre 8 mois d'activité soit 0.8 fois l'ensemble des charges d'un exercice « normal » (contre 1,2 fois en 2022 et 1 fois en 2023).

Ces 3 dernières années, le CDAD du Nord s'est employé à diminuer son fonds de roulement au seuil préconisé par le ministère de la Justice, soit 6 à 9 mois d'activité.

Pour l'année 2025, le budget prévisionnel a été voté à l'équilibre, sans prélèvement sur le fonds de roulement. Par conséquent, les dépenses ont dû être réduites.

Aides financières sollicitées à d'autres organismes pour ce projet:

Métropole Européenne de Lille (M.E.L.)	OUI <input type="checkbox"/>	NON X
Conseil Général du Nord	OUI X	NON <input type="checkbox"/>
Conseil Régional Hauts-De-France	OUI <input type="checkbox"/>	NON X

Avez-vous entrepris des démarches auprès de partenaires privés ? ☐ Oui **X** Non

Si oui lesquels ?

Montant aide financière et Montant aide matérielle obtenus ou en cours d'obtention :

Nom	Montant de l'aide financière	Montant de l'aide matérielle
Ministère de la Justice	209 855 € (obtenus)	
Département	40 000 € (demandés)	
Préfecture FIPD	10 000 € (demandés)	

6. Appel à projet - Objet de la demande

Objectifs :

Le CDAD du Nord a pour mission l'aide à l'accès au droit de tous. Il est chargé de recenser les besoins, définir une politique locale, dresser et diffuser l'inventaire de l'ensemble des actions menées. Il procède à l'évaluation de la qualité et de l'efficacité de l'ensemble des dispositifs auxquels il apporte son concours. Il participe à la mise en oeuvre d'une politique locale de résolution amiable des différends. Il peut participer au financement des actions poursuivies. Il est le référent du ministère de la Justice dans le dispositif des France-services.

La Maison du citoyen a obtenu le label "Point d'accès au Droit" (PAD) par convention du 31 janvier 2008, renouvelée le 10 décembre 2022, qui prévoit un apport financier de la commune de Lomme au CDAD du Nord aux fins d'apporter son soutien à la politique de l'accès au droit.

Description :

Les PAD ont intégré le réseau point-justice créé en 2019 par le ministère de la Justice.

Le PAD/point-justice, lieu gratuit et permanent, permet d'apporter aux personnes ayant à faire face à des problèmes juridiques ou administratifs, une information de proximité sur leurs droits et/ou devoirs.

Il assure à l'échelon local la politique départementale de l'aide à l'accès au droit définie par le CDAD en assurant un service d'accueil, une aide pour l'accomplissement de démarches tendant à l'exercice d'un droit ou à l'exécution d'une obligation, des informations dans différents domaines du droit, un accès à des consultations juridiques gratuites dispensées par des professionnels du droit.

Objectifs poursuivis :

Favoriser l'accès au droit des habitants de la ville de Lomme, commune associée de Lille.

Organiser et financer des permanences de consultation et d'information juridiques gratuites pour tous les citoyens, assurées par des avocats, notaires, commissaires de justice, associations.

Mettre en place des actions spécifiques (logement indigne et insalubre, discrimination...)

Lutter contre les exclusions.

Informar les jeunes de leurs droits et obligations.

Organiser le partenariat entre les point-justice, les Services d'Accueil Unique du Justiciable et les France-services.

Evaluation / indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus (par exemple, nombre de d'adhérents, équilibre budgétaire, mobilisation de bénévoles, etc.) :

En 2024, le point-justice de Lomme a reçu 6863 personnes.

254 personnes ont été reçues par un avocat, 36 par un notaire, 11 par un commissaire de justice, 608 par un conciliateur de justice, 671 par un délégué du Défenseur des droits, 492 par une association (dont 112 par une association d'aide aux victimes), 592 par un écrivain public, 43 par un autre intervenant.

Lieu(x) concerné(s) par l'appel à projet (ville, quartier, lieu):

Les villes de Lomme, Lille et Hem.

Le département du Nord.

Moyens matériels et humains (prêt de matériel, salle, nombre de bénévoles mobilisés) sollicités ou qui le seront :

Le CDAD du Nord finance les consultations dispensées au point-justice de Lomme par les avocats, les notaires et les commissaires de justice.
Il suit les activités des conciliateurs et de l'association d'aide aux victimes, qu'il subventionne également, ainsi que des délégués du Défenseur des droits.
Il aide à la mise en place de nouvelles permanences et joue le rôle de coordinateur entre les différentes structures d'accès au droit du Nord. Il apporte son soutien technique aux nombreux projets menés notamment en mobilisant son réseau partenarial.
Il met en place des actions spécifiques.
Il assure la communication des actions, des permanences, des coordonnées des partenaires via son site internet et son compte Instagram.

Votre projet a-t-il un caractère innovant. ? Si oui, pourquoi ?

Notre projet s'inscrit dans la politique publique d'accès au droit du ministère de la Justice.

Votre projet est-il accessible aux publics en situation de handicap et/ou lutte-t-il contre les discriminations ? Si oui, comment ?

Toute personne quels que soient son âge, son sexe, sa nationalité, son lieu de résidence et ses revenus, a le droit d'être informée gratuitement sur ses droits et devoirs afin d'être en mesure de les mettre en œuvre.
Les personnes sourdes et malentendantes peuvent être accompagnées par un interprète en langue des signes française lors d'un entretien avec un professionnel du droit.
Les délégués du Défenseur des droits assurent des permanences dans les structures d'accès au droit du département Nord.

Votre projet implique-t-il des habitantes ou habitants de Lomme ? Si oui, comment ?

Votre projet propose-t-il des actions éducatives à destination des élèves du 1^{er} degré, sur les temps scolaires, périscolaires ou extra-scolaires ? Si oui, comment ?

Oui. Accueil de scolaires aux audiences correctionnelles du tribunal judiciaire de Lille

Votre projet est-il spécifique pour un type de bénéficiaires ? Si oui, lequel ?

Toute personne quels que soient son âge, son sexe, sa nationalité, son lieu de résidence et ses revenus, a le droit d'être informée gratuitement sur ses droits et devoirs afin d'être en mesure de les mettre en œuvre.

7. Engagement auprès de la commune

Le GIP a-t-il participé à la vie de la commune au cours de l'année écoulée ?

Vie Locale	Forum des associations en 2024	
	Réunion du Collectif Associatif	
	Parcours éducatifs	
	Manifestations patriotiques	
	Autres : par son action le CDAD du Nord permet toute l'année aux Lommois et Lommoise d'avoir une information sur leurs droits et obligations et une aide pour leur mise en œuvre.	
Animation	Carnaval	
	Estivales	
	Marché de Noël	
	Événement Solidaire	
	Autres / à l'initiative de l'association (préciser)	

8. Développement durable

« Intégrer à l'appel à projet des actions en faveur du développement durable ou en faveur de la transition écologique : par exemple, mobilité douce, tri sélectif, achat durable, vérification des charges fonctionnelles des locaux utilisés, etc. ».

Détaillez comment votre association participe à cette action :

Mobilité douce
Tri sélectif

9. Fonctionnement régulier et démocratique

- Nombre de réunion du Conseil d'Administration et de l'Assemblée générale du CDAD du Nord en 2024 : 2
- Conseil d'Administration et Assemblées Générales réalisées le : 13/03/2024 ; 28/11/2024
- Nombre d'adhérents de membres présents à l'Assemblée Générale : (..... % du nombre total des adhérents)

Le CDAD du Nord n'a pas d'adhérent. Sont présents ou représentés au CA et à l'AG, les membres de droit et les membres appelés à siéger.

- ~~Nombre de réunion du Bureau de l'association :~~
- Politique de formation :

10. Budget prévisionnel du CDAD du Nord 2025

Voir le BP 2025 joint

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	200	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	200	73 - Concours publics	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation 2	0
		Etat : Ministère de la Justice	
61 - Services extérieurs	15450	Dotation de fonctionnement	220000
Hébergement site internet	300	Dotation permanences étrangers	10000
Entretien et réparation		Dotation sécurisation MJD	2526
Assurance	150		
Documentation		Préfecture FIPD	10000
Frais de colloques et séminaires	15000		
62 - Autres services extérieurs	222776	Conseil Régional :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	212230	Conseil Départemental :	40000
Publicité, publication, réception	4000		
Déplacements, missions	420	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	45500
Travaux, autres	6126	Ville de Lomme	8000
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	3900	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	3500	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	400	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	92700	75 - Autres produits de gestion courante	0
Redevance logiciel	2700	756. Cotisations	
Subventions aux associations	90000	758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
Investissement	1000	79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	336026	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN	336026
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN		TOTAL DONT CVN	

Nom du Signataire : Stéphanie KRETOWICZ

Qualité : Présidente du CDAD du Nord

Date :

Signature :

1 Ne pas indiquer les centimes d'euros.

2 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

9. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussignée, KRETOWICZ Stéphanie, présidente du CDAD du Nord, présidente du tribunal judiciaire de Lille

Représentante légale du Conseil Départemental de l'Accès au Droit du Nord

Déclare :

- que le GIP est à jour de ses obligations administratives (9), comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;
- que le GIP souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;
- ~~que l'association respecte les principes et valeurs de la Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte~~; Le CDAD du Nord n'est pas une association
- que le GIP a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) (10)

☐ inférieur ou égal à 500 000 €

XX ☒ supérieur à 500 000 €

- demander une subvention de : 8.000 € au titre des appels à projet 2025
 - que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire du CDAD du Nord
- => Joindre un RIB

Fait, le 8 avril 2025

À Lille

Signature

8 : "Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. Art. 1984 du code civil."

9 : Déclaration des changements de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations - Préfecture ou Sous-préfecture.

10 : Conformément à la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) No 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

DEMANDE DE SUBVENTION APPEL A PROJET 2025 ASSOCIATION HORS SPORT

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1, 10 et 10-1 Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016.

Ce formulaire est à envoyer à : vieassociative@mairie-lomme.fr ou à envoyer/déposer au : Pôle Associatif Michelet, 112 rue du XXème siècle 59160 Lomme (demande de subvention),

Cocher les cases correspondant à votre demande :

FREQUENCE - RECURRENCE
<input type="radio"/> PREMIERE DEMANDE
<input checked="" type="radio"/> RENOUVELLEMENT
Association : CIDFF Nord Territoires
Montant souhaité : 4.200€

Liste des pièces à joindre obligatoirement à ce dossier pour permettre l'étude de votre dossier :

- Attestation d'assurance pour l'année 2025,
- RIB de l'association,
- Bilan financier 2024 et budget prévisionnel DU PROJET sont contenus dans le dossier. **Ils doivent être datés et signés par le président** (ou par son représentant ; joindre la délégation de signature)
- Bilan d'activité 2024
- Le bilan quantitatif et qualitatif joint à cette demande, en cas de renouvellement d'appel à projet.

Liste des pièces à joindre obligatoirement si c'est votre première demande (fonctionnement ou appel à projet) :

- Statuts signés et datés,
- Procès-Verbal de la dernière Assemblée Générale 2023,
- Avis de situation Sirene
- Liste des membres du bureau et du Conseil d'Administration

Pour les nouvelles demandes :

- Récépissé de préfecture
- Procès-verbal d'Assemblée Générale constitutive
- Publication au Journal Officiel

1- Identification de l'Association

1.1 Nom - Dénomination :

CIDFF NORD TERRITOIRES



Sigle de l'association :

Site web: <https://nord-territoires.cidff.info/>

1.2 Numéro Siret : 314 175 829 00048

1.2 bis code NAF : 8899B

1.3 Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : W 595003893

1.4 Adresse du siège social :

198 Route de Lille

59100 ROUBAIX

1.5 Représentant-e légal-e

Nom : BOURDET Prénom : DANY

Fonction : PRESIDENT

Téléphone : 0328702218 Courriel : CONTACT@CIDFFNT.ORG.

1.6 Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal)

Nom : PESSEMIER-DEBOUDT Prénom : Marie

Fonction : DIRECTRICE

Téléphone : 06 36 09 03 92 Courriel : m.pessemier-deboudt@cidffnt.org

2. Relations avec l'administration

Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s) ? oui ☒ non

Si oui, merci de préciser :

Type d'agrément : attribué par en date du :

CIDFF ministère droits des femmes 2023

Association spécialisée d'aide aux victimes de vss ministère de la justice 2023

L'association est-elle reconnue d'utilité publique ? oui ☐ non ☒

Si oui, date de publication au Journal Officiel :

L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ? oui ☐ non X

3. Relations avec d'autres associations

A quel réseau, union ou fédération, l'association est-elle affiliée ? (indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle)

Nous sommes dans deux réseaux, nous adhérons à la Fédération Régionale des CIDFF. Et nous sommes membre de la Fédération Nationale des CIDFF.

L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : NON ☐ OUI X

Si oui, lesquelles? Le secours populaire

4. Moyens humains mobilisés pour votre projet

Nombre de bénévoles : Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association, de manière non rémunérée	1	
Nombre de volontaires : Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique)	0	
Nombre total de salariés :	32	
Dont nombre d'emplois aidés	1	
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)	24,4	
Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique	0	
Au 31 décembre 2023 ou fin de saison		
NOMBRE D'ADHERENTS Adhérent : personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association	LOMMOIS :	0
	LILLOIS / HELLEMMOIS :	2
	EXTERIEURS :	12
	Moins de 18 ans :	0

NOMBRE D'ADHERENTS	Plus de 18 ans :	14
REPARTITION HOMME / FEMME	Femme :	11
	Homme :	3
Montant de la cotisation en Euros, par an :	Lommois :	20
	Lillois / Hellemmois : Extérieurs : Autre type d'adhésion :	20

5. Bilan financier de l'association : «CIDFF Nord Territoires»

Année 2023

DEPENSES	MONTANT	RECETTES	MONTANT
60 - Achats	15 820	70 - Ventes	52 624
- Achats d'études et de prestations de services		- Marchandises	
- Autres achats et charges externes		- Prestations de services	48 107
- Fournitures non stockables (eau, énergie...)	6 220	- MF	3 682
- Fournitures d'entretien et de petit équipement	245	- Divers	835
- Fournitures administratives	2 558		
- Autres fournitures	6 797		
61 - Services extérieurs	89 406	74 - Subventions	1 228 238
- Sous-traitance générale	8 687	- Etat (à détailler) :	629 010
- Locations mobilières	5 943		
- Locations immobilières	48 273	- Région :	
- Charges locatives	4 800		
- Entretien et réparation	11 790	- Département :	181 700
- Assurances	6 467		
- Documentation	537	- Fonds européens :	100 926
- Divers	2 909	- emplois aidés :	
62 - Autres services extérieurs	51 255	- Communes	82 510
- Rémunérations intermédiaires et honoraires	27 177	- EPCI	43 700
- Publicité, publications	5 401		
- Déplacements, missions et réceptions	7 383	CAF	90 119
- Frais postaux et télécommunication	9 160	Autres financeurs	100 273
- Services bancaires	993		
- Divers	1 141		
63 - Impôts et taxes	42 601		
- Impôts et taxes sur rémunérations	42 116		

- Autres impôts et taxes	485		
64 - Charges de personnel	904 299		
- Rémunérations du personnel	678 405	75 - Autres produits de gestion courante	3 722
- Charges sociales	225 894	- Cotisations	170
- Autres charges de personnel		- Autres	602
		- Dons	2 950
65 - Autres charges de gestion courante	269	76 - Produits financiers	3 665
66 - Charges financières	2 700	77 - Produits exceptionnels	1 335
67 - Charges exceptionnelles	12 489		
		78 Reprises sur amortissements et provisions	7 297
68 - Dotations aux amortissements et provisions	8 070	- Fonds dédiés	4 583
Reports en fonds dédiés	138 306	79 Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	1 265 215	TOTAL DES PRODUITS	1 301 464
- Excédent	36 249	- Déficit	
TOTAL Général	1 301 464	TOTAL Général	1 301 464
86 - Emploi des contributions volontaires en nature	6 550	87 - Contributions volontaires en nature	6 550
- Mise à disposition gratuite de biens		- Dons en nature	
- Mise à disposition gratuite de prestations		- Prestations en nature	
Personnel bénévole	6 550	- Bénévolat	6 550
TOTAL DES CHARGES	1 308 014	TOTAL DES PRODUITS	1 308 014

Nom du Signataire : Dany Bourdet

Qualité : Président

Date : 04/04/25

Signature : par délégation de Signature

Marie Pessemier-Deboudt Directrice

2 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

Etat de la trésorerie :

Il s'agit de présenter l'état de la trésorerie, justifier des excédents, démontrer la capacité d'autofinancement de l'association et la gestion budgétaire saine. Ne pourront être financés que les associations dont les réserves financières sont inférieures à 3 fois ses besoins annuels (sauf projet ou action à financer nécessitant un budget conséquent) :

Au 01 janvier 2025. L'ensemble des comptes du CIDFF Nord Territoires, font apparaître un montant total de : 504.421,94€

Aides financières sollicitées à d'autres organismes pour ce projet:

Métropole Européenne de Lille (M.E.L.)	0
Conseil Général du Nord	500
Conseil Régional Hauts-De-France	0

Avez-vous entrepris des démarches auprès de partenaires privés ? Non

Si oui lesquels ?

Montant aide financière et Montant aide matérielle obtenus ou en cours d'obtention :

Nom	Montant de l'aide financière	Montant de l'aide matérielle
Cd59	500	0

6. Appel à projet - Objet de la demande

Objectifs :

- Favoriser l'accès aux droits des Lommois et des Lommoises
- favoriser la citoyenneté active
- favoriser le repérage des situations de violences intra familiales et leur prise en charge

Description :

Le CIDFF propose de mettre à disposition de la maison du citoyen une juriste, salariée, diplômée (M2 en droit) chaque jeudi de 9h00 à 12H30

Celle-ci reçoit le public , reformule avec les personnes leur demande, propose dans le cadre de son champs d'action une information juridique, travaille avec la personne l'appropriation de ses droits et oriente si nécessaire vers le droit commun ou les acteurs spécialisés

Evaluation / indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus (par exemple, nombre de d'adhérents, équilibre budgétaire, mobilisation de bénévoles, etc.) :

Nombre de personnes reçues, typologie du public et de la demande

Lieu(x) concerné(s) par l'appel à projet (ville, quartier, lieu):

Lomme-Maison du citoyen

Moyens matériels et humains (prêt de matériel, salle, nombre de bénévoles mobilisés) sollicités ou qui le seront :

Le bureau est mis à disposition de la professionnelle

Votre projet a-t-il un caractère innovant. ? Si oui, pourquoi ?

Non

Votre projet est-il accessible aux publics en situation de handicap et/ou lutte-t-il contre les discriminations ? Si oui, comment ?

Oui, Le CIDFF dispose d'une référente handicap en interne. Le lieu est accessible aux personnes à mobilité réduite.

Le CIDFF est particulièrement attentif à toutes les discriminations de genre, d'origine, de santé, d'orientation sexuelle,...

Votre projet implique-t-il des habitantes ou habitants de Lomme ? Si oui, comment ?

non

Votre projet propose-t-il des actions éducatives à destination des élèves du 1^{er} degré, sur les temps scolaires, périscolaires ou extra-scolaires ? Si oui, comment ?

non

Votre projet est-il spécifique pour un type de bénéficiaires ? Si oui, lequel ?

Le CIDFF s'adresse à tou.te.s les habitant.e.s mais porte une attention particulièrement aux femmes, et en particulier les femmes victimes de violences sexistes et sexuelles

7. Engagement auprès de la commune

L'association a-t-elle participé à la vie de la commune au cours de l'année écoulée ?

Vie Locale	Forum des associations en 2023	
	Réunion du Collectif Associatif	
	Parcours éducatifs	
	Manifestations patriotiques	
	Autres	Journée d'accès au droits et journée internationale des droits des femmes et journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes
Animation	Carnaval	
	Estivales	
	Marché de Noël	
	Evénement Solidaire	
	Autres / à l'initiative de l'association (préciser)	

8. Développement durable

« Intégrer à l'appel à projet des actions en faveur du développement durable ou en faveur de la transition écologique : par exemple, mobilité douce, tri sélectif, achat durable, vérification des charges fonctionnelles des locaux utilisés, etc. ».

Détaillez comment votre association participe à cette action :

Notre structure a 3 axes de développement durable auxquels elle s'attache à être vigilante :

- le recours à la mobilité douce pour ses salarié.e.s
- la dématérialisation afin de favoriser la non consommation de papier
- le partage des locaux et la vigilance sur la consommation des fluides

9.

Fonctionnement régulier et démocratique

- Nombre de réunion du Conseil d'Administration en 2024: 4
- Assemblée Générale réalisée le : 27/06/2024

- Nombre d'adhérents présents à l'Assemblée Générale : 7 (50% du nombre total des adhérents)
- Nombre de réunion du Bureau de l'association : 7
- Politique de formation : plan de formation pour l'ensemble des salariée.s (au moins une formation par /salarié.e)

10. Budget prévisionnel de l'association « CIDFF Nord Territoires »
Intitulé du projet : « ACCES AUX DROITS »

CHARGES

PRODUITS

Achats non stockés de matériels et fournitures	3 000	Vente de produits et marchandises	20 400
Achat d'études et prestations de services	20 000	Prestations (formation...)	45 000
Eau, gaz, électricité	10 000	Produits annexes/participations usagers	
Fournitures d'entretien	700		
Fournitures administratives	2 500		
Petit Equipement	3 500		
Autres Fournitures	7 000		
TOTAL DES ACHATS	46 700	TOTAL DES PRODUITS PROPRES	65 400
Location mobilière et immobilière	100 000	Europe	97 336
Sous-traitance générale	5 000	ETAT DRDFE CPO Emploi	175 011
Documentation	2 500	ETAT DRDFE CPO Emploi	33 000
Entretien, maintenance	6 500	ETAT DRDFE Poste animation	60 000
Assurances	5 000	ETAT EVARS	51 914
Divers (docs, séminaires...)	4 500	ETAT Restaur elles	95 000
TOTAL SERVICES EXTERIEURS	123 500	ETAT DDFE Création Avenois	115 000
		ETAT DDFE	70 000
Honoraires	22 000	ETAT FIPDR CV justice	166 000
Publicité / communication	3 253	Région	36 500
Déplacements, missions	12 000	Département	299 700
Frais postaux, télécom	10 000	MSA	1950
Services bancaires	500	C.A.F.	90 000
Divers (dont formation salariés, bénévoles)	206	ARS	25 000
TOTAL AUTRES SERVICES EXT.	47 959	Ville de Lomme	4200
Impôts et Taxes (taxe sur salaires..)	65 000	Autres Communes	95500
Rémunération du personnel	1 209 000	Intercommunalité	86 500
Segur	125 000		
TOTAL CHARGES DE PERSON.	1 334 000	Autres financeurs	11 000
Autres charges de gestion courante	1 500	TOTAL DES SUBVENTIONS	1 514 211
CHARGES FINANCIERES	632	Autres produits de gestion courante	37 680
		Dont cotisations reçues	37 680
Dons, libéralités (donnés)		PRODUITS FINANCIERS	2 000
Charges sur exercices antérieurs		Dons, libéralités (reçus)	2 000
TOTAL CHARGES EXCEPT.		Produits except. s/ opérat. gestion	
Dot. Provisions et/ou amortissements		TOTAL PRODUITS EXCEPT.	
Engagements à réaliser sur ressources affectées		Reprises sur provisions et amortissements	
TOTAL DES DOTATIONS		Report ressources non utilisées des exercices antérieurs	
		TOTAL DES REPRISES	
TOTAL CHARGES PREVISIONNELLES*	1 619 291	TOTAL PRODUITS PREVISIONNELS*	1 619 291

EMPLOI contributions volontaires nature		CONTRIBUTIONS volontaires en nature	
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		Bénévolat	
Prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL EMPLOI contributions volontaires nature*		TOTAL CONTRIBUTIONS volontaires en nature*	

Nom du Signataire : Dany BOURDET

Signature :

Qualité : Président Par délégation de Signature Marie Pessemier-Deboudt Directrice

Date : 04/04/25

1 Ne pas indiquer les centimes d'euros.

2 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

9. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom et prénom) Dany BOURDET Président de l'association Représentant(e) légal(e) de l'association : CIDFF NORD TERRITOIRES

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter -) lui permettant d'engager celle-ci (8).

Déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives (9), comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;
- que l'association souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;
- que l'association respecte les principes et valeurs de la Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;
- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) (10)

☐ inférieur ou égal à 500 000 €

x supérieur à 500 000 €

- demander une subvention de : 4200€ au titre des appels à projet 2025
- que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l'association.

=> Joindre un RIB

Fait, le 04 avril 2025 À ROUBAIX

Signature



8 : "Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. Art. 1984 du code civil."

9 : Déclaration des changements de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations - Préfecture ou Sous-préfecture.

10 : Conformément à la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) No 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

DEMANDE DE SUBVENTION APPEL A PROJET 2025 ASSOCIATION HORS SPORT

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1, 10 et 10-1 Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016.

Ce formulaire est à envoyer à : vieassociative@mairie-lomme.fr ou à envoyer/déposer au : Pôle Associatif Michelet, 112 rue du XXème siècle 59160 Lomme (demande de subvention),

Cocher les cases correspondant à votre demande :

FREQUENCE - RECURRENCE
<input type="radio"/> PREMIERE DEMANDE <input checked="" type="radio"/> X RENOUVELLEMENT
<p>Association : FNATH Association des accidentés de la Vie</p> <p>Montant souhaité : 6.000€</p>

Liste des pièces à joindre obligatoirement à ce dossier pour permettre l'étude de votre dossier :

- Attestation d'assurance pour l'année 2025,
- RIB de l'association,
- Bilan financier 2024 et budget prévisionnel DU PROJET sont contenus dans le dossier. **Ils doivent être datés et signés par le président** (ou par son représentant ; joindre la délégation de signature)
- Bilan d'activité 2024
- Le bilan quantitatif et qualitatif joint à cette demande, en cas de renouvellement d'appel à projet.

Liste des pièces à joindre obligatoirement si c'est votre première demande (fonctionnement ou appel à projet) :

- Statuts signés et datés,
- Procès-Verbal de la dernière Assemblée Générale 2023,
- Avis de situation Sirene
- Liste des membres du bureau et du Conseil d'Administration

Pour les nouvelles demandes :

- Récépissé de préfecture
- Procès-verbal d'Assemblée Générale constitutive
- Publication au Journal Officiel

1- Identification de l'Association

1.1 Nom - Dénomination :FNATH ASSOCIATION DES ACCIDENTES DE LA VIE

Sigle de l'association :FNATH..... Site web:fnath-nord.fr.....

1.2 Numéro Siret : 78371039500014 1.2 bis code NAF :

1.3 Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : w 2685

1.4 Adresse du siège social :4 Bd Louis XIV BP 2029.....

Code postal : ...59013... Commune :LILLE CEDEX.....

1.5 Représentant-e légal-e

Nom :DEREGNAUCOURT Prénom : ...Daniel.....

Fonction : Président Départemental.....

Téléphone :03 20 53 85 85..... Courriel : administratif@fnath-nord.fr.

1.6 Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal)

Nom : Prénom :

Fonction :

Téléphone : Courriel :

2. Relations avec l'administration

Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s) ? oui ☐ non ☒

Si oui, merci de préciser :

Type d'agrément : attribué par en date du :

Représentant des usagers dans les instances hospitalières attribué par ARS en date du 19/05/2017

L'association est-elle reconnue d'utilité publique ? **oui** ☒ **non** ☐

Si oui, date de publication au Journal Officiel : 02/08/2005

L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ? oui ☐ non ☐

+

3. Relations avec d'autres associations

A quel réseau, union ou fédération, l'association est-elle affiliée ? (indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle)

.....FNATH.....

L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : **NON** ☐ **OUI** ☐ Si oui, lesquelles?

4. Moyens humains mobilisés pour votre projet

Nombre de bénévoles : Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association, de manière non rémunérée	
Nombre de volontaires : Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique)	
Nombre total de salariés :	
Dont nombre d'emplois aidés	
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)	2
Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique	
Au 31 décembre 2024	
NOMBRE D'ADHERENTS Adhérent : personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association	LOMMOIS : 12 LILLOIS / HELLEMMOIS : 213 5 EXTERIEURS :
NOMBRE D'ADHERENTS	Plus de 18 ans : 230
REPARTITION HOMME / FEMME	Femme : 6 Homme : 6
Montant de la cotisation en Euros, par an pour 2024	Lommois : 62 pour individuelle, Lillois / Hellemmois : 109 pour familiale et Extérieurs : cotisation plus 270€ Autre type d'adhésion :

5. Bilan financier de l'association : « VOIR BILAN COMPTABLE »

Année 2024 ou dernier exercice comptable

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Concours publics	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation 1	0
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	0		
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseils Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Conseils Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	0	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN	0
Excédent (bénéfice)		Insuffisance (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN		TOTAL DONT CVN	
SOLDE DES COMPTES BANCAIRES en fin d'exercice comptable			
Compte courant		€	
Livret		€	
Caisse		€	

Nom du Signataire :

Qualité :

Date : 05/04/2025 Signature :



2 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

Etat de la trésorerie :

Il s'agit de présenter l'état de la trésorerie, justifier des excédents, démontrer la capacité d'autofinancement de l'association et la gestion budgétaire saine. Ne pourront être financés que les associations dont les réserves financières sont inférieures à 3 fois ses besoins annuels (sauf projet ou action à financer nécessitant un budget conséquent) :

--

Aides financières sollicitées à d'autres organismes pour ce projet:

Métropole Européenne de Lille (M.E.L.)	
Conseil Général du Nord	
Conseil Régional Hauts-De-France	

Avez-vous entrepris des démarches auprès de partenaires privés ? **Non**

Si oui lesquels ?

Montant aide financière et Montant aide matérielle obtenus ou en cours d'obtention :

Nom	Montant de l'aide financière	Montant de l'aide matérielle

6. Appel à projet - Objet de la demande

Objectifs :

Rencontrer, écouter, conseiller et défendre les Lommois afin de reconnaître et d'accéder à leurs droits dans le domaine du Handicap, accidentés et malades
--

Description :

Apporter notre aide technique, juridique, guider et aider les personnes afin de reconnaître et accéder pour leur droit
--

Evaluation / indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus (par exemple, nombre de d'adhérents, équilibre budgétaire, mobilisation de bénévoles, etc.) :

Nombre de personne reçue à savoir pour 2024 soit 97 personnes alors qu'en 2023, 85 personnes soit environ + 14% en plus

Lieu(x) concerné(s) par l'appel à projet (ville, quartier, lieu):

Lomme et environ

Moyens matériels et humains (prêt de matériel, salle, nombre de bénévoles mobilisés) sollicités ou qui le seront :

Un salarié, avec matériel ordinateur et transport

Votre projet a-t-il un caractère innovant. ? Si oui, pourquoi ?

Non car il est pérennisé depuis de nombreuses années

Votre projet est-il accessible aux publics en situation de handicap et/ou lutte-t-il contre les discriminations ? Si oui, comment ?

Oui tout public et quel que soit le domaine privé, publique et agricole

Votre projet implique-t-il des habitantes ou habitants de Lomme ? Si oui, comment ?

Principalement des Lommois qui sont reçus lors des permanences

Votre projet propose-t-il des actions éducatives à destination des élèves du 1^{er} degré, sur les temps scolaires, périscolaires ou extra-scolaires ? Si oui, comment ?

Votre projet est-il spécifique pour un type de bénéficiaires ? Si oui, lequel ?

Ouvert à tous

7. Engagement auprès de la commune

L'association a-t-elle participé à la vie de la commune au cours de l'année écoulée ?

Vie Locale	Forum des associations en 2023	
	Réunion du Collectif Associatif	
	Parcours éducatifs	
	Manifestations patriotiques	
	Autres	ASSEMBLEE GENERALE Permanence à la médiation
Animation	Carnaval	
	Estivales	
	Marché de Noël	
	Evénement Solidaire	
	Autres / à l'initiative de l'association (préciser)	

8. Développement durable

« Intégrer à l'appel à projet des actions en faveur du développement durable ou en faveur de la transition écologique : par exemple, mobilité douce, tri sélectif, achat durable, vérification des charges fonctionnelles des locaux utilisés, etc. ».

Détaillez comment votre association participe à cette action :

9. Fonctionnement régulier et démocratique

- Nombre de réunion du Conseil d'Administration en 2024: 3
- Assemblée Générale réalisée le : en décembre 2024
- Nombre d'adhérents présents à l'Assemblée Générale : 20 (...10..... % du nombre total des adhérents)
- Nombre de réunion du Bureau de l'association : 2

- Politique de formation :

10. Budget prévisionnel de l'association « __FNATH__ »

Intitulé du projet : « __Permanence Médiation__ »

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	43000	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	100000
Achats matières et fournitures	40000	73 - Concours publics	
Autres fournitures	3000	74 - Subventions d'exploitation 2	6000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	4000		
Locations	1000		
Entretien et réparation	1000		
Assurance	1000	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	1000		
62 - Autres services extérieurs	4000	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication	1000		
Déplacements, missions	2000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	1000	Ville de Lomme	6000
63 - Impôts et taxes	5000		
Impôts et taxes sur rémunération	5000		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	50000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	30000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	20000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	1060000	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN	1060000
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN		TOTAL DONT CVN	

Nom du Signataire : DEREIGNAUCOURT Daniel

Qualité : Président Départemental

Date : 05/04/2025

Signature :



1 Ne pas indiquer les centimes d'euros.

2 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

9. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom et prénom)DEREGNAUCOURT Daniel Représentant(e) légal(e) de l'association :

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter -) lui permettant d'engager celle-ci (8).

Déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives (9), comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;
- que l'association souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;
- que l'association respecte les principes et valeurs de la Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;
- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) (10)



inférieur ou égal à 500 000 €



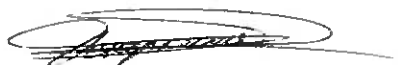
supérieur à 500 000 €

- demander une subvention de : _6.000 € au titre des appels à projet 2025
- que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l'association.

=> Joindre un RIB

Fait, le ...5/04/2025 ÀLille

Signature



:"Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. Art. 1984 du code civil."

9 : Déclaration des changements de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations - Préfecture ou Sous-préfecture.

10 : Conformément à la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) No 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

DEMANDE DE SUBVENTION APPEL A PROJET 2025 ASSOCIATION HORS SPORT

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1, 10 et 10-1 Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016.

Ce formulaire est à envoyer à : vieassociative@mairie-lomme.fr ou à envoyer/déposer au : Pôle Associatif Michelet, 112 rue du XXème siècle 59160 Lomme (demande de subvention),

Cocher les cases correspondant à votre demande :

FREQUENCE - RECURRENCE
<p><input type="radio"/> PREMIERE DEMANDE</p> <p><input checked="" type="radio"/> RENOUELEMENT</p>
<p>Association : AIAVM</p> <p>Montant souhaité : 8029 Euros</p>

Liste des pièces à joindre obligatoirement à ce dossier pour permettre l'étude de votre dossier :

- Attestation d'assurance pour l'année 2025,
- RIB de l'association,
- Bilan financier 2024 et budget prévisionnel DU PROJET sont contenus dans le dossier. **Ils doivent être datés et signés par le président** (ou par son représentant ; joindre la délégation de signature)
- Bilan d'activité 2024
- Le bilan quantitatif et qualitatif joint à cette demande, en cas de renouvellement d'appel à projet.

Liste des pièces à joindre obligatoirement si c'est votre première demande (fonctionnement ou appel à projet) :

- Statuts signés et datés,
- Procès-Verbal de la dernière Assemblée Générale 2023,
- Avis de situation Sirene
- Liste des membres du bureau et du Conseil d'Administration

Pour les nouvelles demandes :

- Récépissé de préfecture
- Procès-verbal d'Assemblée Générale constitutive
- Publication au Journal Officiel

1- Identification de l'Association

1.1 Nom - Dénomination :

Association Intercommunale d'aide aux victimes et de médiation

Sigle de l'association : **AIAVM** Site web: **aiavm.fr**

1.2 Numéro Siret : 340734235000013

1.2 bis code NAF : 88.99B

1.3 Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : W595005139

1.4 Adresse du siège social :

Hôtel de Ville – Place Roger Salengro

Code postal : 59000 Commune : Lille

1.5 Représentant-e légal-e

Nom : DEPINOIS Prénom : Philippe

Fonction : Président

Téléphone : 07 68 75 65 22 Courriel : philippedep@free.fr

1.6 Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal)

Nom : DUMEZ Prénom : Gilles

Fonction : Directeur

Téléphone : 03 20 49 50 79 Courriel : g.dumez.aiavm59@gmail.fr

2. Relations avec l'administration

Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s) ? oui ☒ non ☐

Si oui, merci de préciser :

Type d'agrément :	attribué par	en date du :
JUSTICE	MINISTERE JUSTICE	03/01/2024

L'association est-elle reconnue d'utilité publique ? oui ☐ non ☒

Si oui, date de publication au Journal Officiel :

L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ? oui ☐ non ☒

3. Relations avec d'autres associations

A quel réseau, union ou fédération, l'association est-elle affiliée ? (indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle)
FEDERATION France VICTIMES

L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : NON ☒ OUI ☐ Si oui, lesquelles?

4. Moyens humains mobilisés pour votre projet

Nombre de bénévoles : Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association, de manière non rémunérée	
Nombre de volontaires : Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique)	0
Nombre total de salariés :	1
Dont nombre d'emplois aidés	
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)	0,10
Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique	0
Au 31 décembre 2023 ou fin de saison	
NOMBRE D'ADHERENTS Adhérent : personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association	LOMMOIS : LILLOIS / HELLEMMOIS : EXTERIEURS :
NOMBRE D'ADHERENTS	Moins de 18 ans : Plus de 18 ans :
REPARTITION HOMME / FEMME	Femme : Homme :
Montant de la cotisation en Euros, par an :	Lommois : Lillois / Hellemmois : Extérieurs : Autre type d'adhésion :

5. Bilan financier de l'association : «AIAVM »

Dernier exercice comptable clos et approuvé 2023

CHARGES		Montant	PRODUITS		Montant
CHARGES DIRECTES			RESSOURCES DIRECTES		
60 - Achats		5579.79	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services		12250
Achats matières et fournitures		5579.79	73 - Concours publics		3152,45
Autres fournitures			74 - Subventions d'exploitation 1		0
			Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page		
61 - Services extérieurs		17479.66	JUSTICE		268530
Locations		11729.08	FIPD		965565
Entretien et réparation		3568.89	CDAD		11000
Assurance		756.44	Conseil-s Régional(aux) :		
Documentation		1425.25			
62 - Autres services extérieurs		0	Conseil-s Départemental (aux) :		
Rémunérations intermédiaires et honoraires		86350.18	CD du Nord		43124
Publicité, publication					
Déplacements, missions		20283.06	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :		
Services bancaires, autres		11626.11	Ville de Lille		78449
63 - Impôts et taxes		26582.08	CU Dunkerque		48500
Impôts et taxes sur rémunération		26582.08	Autres villes		69909.46
Autres impôts et taxes			Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :		
64 - Charges de personnel		522351.43	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)		
Rémunération des personnels		391498.94	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)		
Charges sociales		128374.88	Autres établissements publics		50397.20
Autres charges de personnel		3422.42	Aides privées (fondation)		
65 - Autres charges de gestion courante			75 - Autres produits de gestion courante		0
			756. Cotisations		
			758. Dons manuels - Mécénat		
66 - Charges financières			76 - Produits financiers		2359.72
67 - Charges exceptionnelles			77 - Produits exceptionnels		
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		11380.92	78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		18095
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés			79 - Transfert de charges		6005.91
TOTAL DES CHARGES HORS CVN		702578.04	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN		708323,74
Excédent (bénéfice)		5750,70	Insuffisance (déficit)		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)					
86 - Emplois des contributions volontaires en nature			87 - Contributions volontaires en nature		
860 - Secours en nature			870 - Dons en nature		
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services			871 - Prestations en nature		
862 - Prestations					
864 - Personnel bénévole			875 - Bénévolat		
TOTAL DONT CVN			TOTAL DONT CVN		
SOLDE DES COMPTES BANCAIRES en fin d'exercice comptable					
	Compte courant		414319.29 €		
	Livret		83308.94 €		
	Caisse		41.91 €		

Nom du Signataire : G. DUMEZ

Qualité : Directeur

Date : 09/04/2025

Signature :

2 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

Etat de la trésorerie :

Il s'agit de présenter l'état de la trésorerie, justifier des excédents, démontrer la capacité d'autofinancement de l'association et la gestion budgétaire saine. Ne pourront être financés que les associations dont les réserves financières sont inférieures à 3 fois ses besoins annuels (sauf projet ou action à financer nécessitant un budget conséquent) :

Au 09/04/2025 nous bénéficions de 8 mois de fonds de roulement

Aides financières sollicitées à d'autres organismes pour ce projet:

Métropole Européenne de Lille (M.E.L.)	
Conseil Général du Nord	
Conseil Régional Hauts-De-France	

Avez-vous entrepris des démarches auprès de partenaires privés ? Non

Si oui lesquels ?

Montant aide financière et Montant aide matérielle obtenus ou en cours d'obtention :

Nom	Montant de l'aide financière	Montant de l'aide matérielle

6. Appel à projet - Objet de la demande

Objectifs :

Permanences juridiques d'aide aux victimes au sein de la maison du citoyen de Lomme et prise en charge psychologique des victimes.

Description :

Informations sur les droits, accompagnement dans les démarches et prise en charge psychologiques des victimes d'infraction pénales, de la plainte jusqu'à l'indemnisation du préjudice.

Evaluation / indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus (par exemple, nombre de d'adhérents, équilibre budgétaire, mobilisation de bénévoles, etc.) :

- Nombre de victimes reçues / type d'infractions
- Nombre d'entretien réalisés au sein de la permanence
- En complément, nombre de lommois pris en charge par le pôle psychologique de l'association

Lieu(x) concerné(s) par l'appel à projet (ville, quartier, lieu):

Permanences tenues au sein de la Maison du Citoyen de LOMME

Moyens matériels et humains (prêt de matériel, salle, nombre de bénévoles mobilisés) sollicités ou qui le seront :

Bureau et matériel informatique mis à disposition dans le bureau

Votre projet a-t-il un caractère innovant. ? Si oui, pourquoi ?

Votre projet est-il accessible aux publics en situation de handicap et/ou lutte-t-il contre les discriminations ? Si oui, comment ?

OUI

Votre projet implique-t-il des habitantes ou habitants de Lomme ? Si oui, comment ?

Votre projet propose-t-il des actions éducatives à destination des élèves du 1^{er} degré, sur les temps scolaires, périscolaires ou extra-scolaires ? Si oui, comment ?

Votre projet est-il spécifique pour un type de bénéficiaires ? Si oui, lequel ?

Toutes victimes d'infractions pénales

7. Engagement auprès de la commune

L'association a-t-elle participé à la vie de la commune au cours de l'année écoulée ?

Vie Locale	Forum des associations en 2023	
	Réunion du Collectif Associatif	
	Parcours éducatifs	
	Manifestations patriotiques	
	Autres	
Animation	Carnaval	
	Estivales	
	Marché de Noël	
	Événement Solidaire	
	Autres / à l'initiative de l'association (préciser)	

8. Développement durable

« Intégrer à l'appel à projet des actions en faveur du développement durable ou en faveur de la transition écologique : par exemple, mobilité douce, tri sélectif, achat durable, vérification des charges fonctionnelles des locaux utilisés, etc. ».

Détaillez comment votre association participe à cette action :

9. Fonctionnement régulier et démocratique

- Nombre de réunion du Conseil d'Administration en 2024: 2
- Assemblée Générale réalisée le : 16 septembre 2024
- Nombre d'adhérents présents à l'Assemblée Générale : 4 (7.5 % du nombre total des adhérents)
- Nombre de réunion du Bureau de l'association : 2
- Politique de formation : Formation des personnels l'organisme de formation de notre Fédération

10. Budget prévisionnel de l'association « AIAVM »

Intitulé du projet : « Permanences d'aide aux victimes au sein de la maison du citoyen de Lomme »

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Concours publics	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation 2	8029
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	0		
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	350	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication	50		
Déplacements, missions	300	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres		Ville de Lomme	8029
63 - Impôts et taxes	691		
Impôts et taxes sur rémunération	691		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	6988	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	5146	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	1842	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	8029	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN	0
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN	8029	TOTAL DONT CVN	8029

Nom du Signataire : Gilles DUMEZ

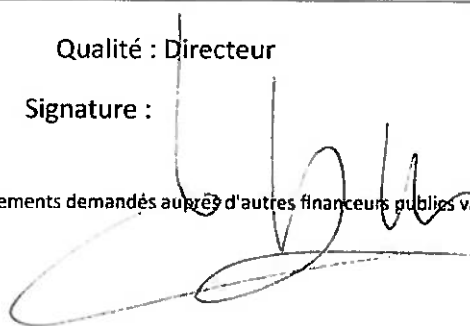
Qualité : Directeur

Date : 09/04/2025

Signature :

1 Ne pas indiquer les centimes d'euros.

2 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs



9. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom et prénom) Gilles DUMEZ, directeur

Représentant(e) légal(e) de l'association :

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter -) lui permettant d'engager celle-ci (8).

Déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives (9), comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;
- que l'association souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;
- que l'association respecte les principes et valeurs de la Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;
- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) (10)

☒ inférieur ou égal à 500 000 €

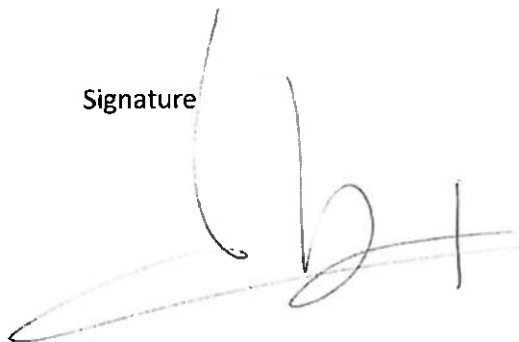
☐ supérieur à 500 000 €

- demander une subvention de : 8209 € au titre des appels à projet 2025
- que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l'association.

=> Joindre un RIB

Fait, le 09/04/2025. À Lille

Signature



8 : "Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. Art. 1984 du code civil."

9 : Déclaration des changements de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations - Préfecture ou Sous-préfecture.

10 : Conformément à la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) No 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

DEMANDE DE SUBVENTION APPEL A PROJET 2025 ASSOCIATION HORS SPORT

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1, 10 et 10-1 Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016.

Ce formulaire est à envoyer à : le.associative@mairie-lomme.fr ou à envoyer/déposer au : Pôle Associatif Michelet, 112 rue du XXème siècle 59160 Lomme (demande de subvention),

Cocher les cases correspondant à votre demande :

FREQUENCE - RECURRENCE
<input checked="" type="radio"/> PREMIERE DEMANDE <input type="radio"/> RENOUELEMENT
<p>Association : Association AIDA « Aide à l'insertion des demandeurs d'asile »</p> <p>Montant souhaité : 250 euros</p>

Liste des pièces à joindre obligatoirement à ce dossier pour permettre l'étude de votre dossier :

- Attestation d'assurance pour l'année 2025,
- RIB de l'association,
- Bilan financier 2024 et budget prévisionnel DU PROJET sont contenus dans le dossier. **Ils doivent être datés et signés par le président** (ou par son représentant ; joindre la délégation de signature)
- Bilan d'activité 2024
- Le bilan quantitatif et qualitatif joint à cette demande, en cas de renouvellement d'appel à projet.

Liste des pièces à joindre obligatoirement si c'est votre première demande (fonctionnement ou appel à projet) :

- Statuts signés et datés,
- Procès-Verbal de la dernière Assemblée Générale 2023,
- Avis de situation Sirene
- Liste des membres du bureau et du Conseil d'Administration

Pour les nouvelles demandes :

- Récépissé de préfecture
- Procès-verbal d'Assemblée Générale constitutive
- Publication au Journal Officiel

1- Identification de l'Association

1.1 Nom -

Dénomination : Aide à l'insertion des demandeurs d'asile

Sigle de l'association : Aida

1.2 Numéro Siret : 448 397 695

1.2 bis code APE : 913 E

1.3 Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : *****

1.4 Adresse du siège

social : 58/60, Rue de la justice

Code postal : 59000 Commune : Lille

1.5 Représentant-e légal-e

Nom : NAESENS Prénom : Jacques

Fonction : Président

Téléphone : 06/04/06/42/34 Courriel : jacques.naessens@wanadoo.fr

1.6 Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal)

Nom : ERKMEN-BUE Prénom : Ebru

Fonction : Directrice

Téléphone : 06/23/39/04/90 Courriel : aida-emmaus59@hotmail.fr

2. Relations avec l'administration

Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s) ? oui ☒ non ☐

Si oui, merci de préciser :

Type d'agrément :	attribué par	en date du :
DOMICILIATION POSTALE	Par la préfecture du Nord	18/05/22
Distribution Alimentaire	Par la Préfecture du Nord	13/12/17
Habilitation pour accueillir	TGI de Lille	2021

des personnes en travaux d'intérêt général

L'association est-elle reconnue d'utilité publique ? oui ☐ non ☒

Si oui, date de publication au Journal Officiel :

L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ? oui ☐ non ☒

3. Relations avec d'autres associations

A quel réseau, union ou fédération, l'association est-elle affiliée ? (indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle)

La Banque Alimentaire du Nord /Emmaüs Europe

L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : NON ☐ OUI ☒ Si oui, lesquelles?

Communauté Emmaüs de Glageon, Communauté Emmaüs de Wambrechies, Communauté Emmaüs de la Halte St Jean, Communauté Emmaüs de Saint Omer,

4. Moyens humains mobilisés pour votre projet

Nombre de bénévoles : Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association, de manière non rémunérée	30
Nombre de volontaires : Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique)	
Nombre total de salariés :	6
Dont nombre d'emplois aidés	
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)	6
Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique	
Au 31 décembre 2023 ou fin de saison	
NOMBRE D'ADHERENTS Adhérent : personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association	LOMMOIS : 1 LILLOIS / HELLEMMOIS : 9 EXTERIEURS :
NOMBRE D'ADHERENTS	Moins de 18 ans : \emptyset Plus de 18 ans : 10
REPARTITION HOMME / FEMME	Femme : 3 Homme : 7
Montant de la cotisation en Euros, par an :	Lommois : 5 euros Lillois / Hellemmois : Extérieurs : Autre type d'adhésion :

5. Bilan financier de l'association : « _____ »

Année 2024 ou dernier exercice comptable

document sera fourni après l'AG du 15 mai 2025

CHARGES		Montant	PRODUITS		Montant
CHARGES DIRECTES			RESSOURCES DIRECTES		
60 - Achats		0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services		
Achats matières et fournitures			73 - Concours publics		
Autres fournitures			74 - Subventions d'exploitation 1		0
			Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page		
61 - Services extérieurs		0			
Locations					
Entretien et réparation					
Assurance			Conseil-s Régional(aux) :		
Documentation					
62 - Autres services extérieurs		0	Conseil-s Départemental (aux) :		
Rémunérations intermédiaires et honoraires					
Publicité, publication					
Déplacements, missions			Communes, communautés de communes, ou d'agglomérations :		
Services bancaires, autres					
63 - Impôts et taxes		0			
Impôts et taxes sur rémunération					
Autres impôts et taxes			Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :		
64 - Charges de personnel		0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)		
Rémunération des personnels			L'agence de services et de paiement (emplois aides)		
Charges sociales			Autres établissements publics		
Autres charges de personnel			Aides privées (fondation)		
65 - Autres charges de gestion courante			75 - Autres produits de gestion courante		0
			756. Cotisation		
			758. Dons manuels - Mécénat		
66 - Charges financières			76 - Produits financiers		
67 - Charges exceptionnelles			77 - Produits exceptionnels		
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements			78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés			79 - Transfert de charges		
TOTAL DES CHARGES HORS CVN		0	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN		0
Excédent (bénéfice)			Insuffisance (déficit)		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)					
86 - Emplois des contributions volontaires en nature			87 - Contributions volontaires en nature		
860 - Secours en nature			870 - Dons en nature		
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services			871 - Prestations en nature		
862 - Prestations					
864 - Personnel bénévole			875 - Bénévolat		
TOTAL DONT CVN			TOTAL DONT CVN		
SOLDE DES COMPTES BANCAIRES en fin d'exercice comptable					
Compte courant			€		
Livret			€		
Caisse			€		

Nom du Signataire :

Qualité :

Date :

Signature :

2 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

Etat de la trésorerie :

Il s'agit de présenter l'état de la trésorerie, justifier des excédents, démontrer la capacité d'autofinancement de l'association et la gestion budgétaire saine. Ne pourront être financés que les associations dont les réserves financières sont inférieures à 3 fois ses besoins annuels (sauf projet ou action à financer nécessitant un budget conséquent) :

--

Aides financières sollicitées à d'autres organismes pour ce projet:

Métropole Européenne de Lille (M.E.L.)	Ø
Conseil Général du Nord	Ø
Conseil Régional Hauts-De-France	Ø

Avez-vous entrepris des démarches auprès de partenaires privés ?

Non

Si oui lesquels ?

Montant aide financière et Montant aide matérielle obtenus ou en cours d'obtention :

Nom	Montant de l'aide financière	Montant de l'aide matérielle
/	/	/

6. Appel à projet - Objet de la demande

Objectifs :

Assurer un accès gratuit et de proximité aux informations juridiques en matière du droit des étrangers pour les habitants de la ville de Lomme.

Description :

Organiser des permanences juridiques à la maison du citoyen le 2ème mercredi de 9h00 à 12h00. Le projet vise à conseiller les usagers dans leurs démarches administratives (regroupement familial, naturalisation, titre de séjour..)

Evaluation / indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus (par exemple, nombre de d'adhérents, équilibre budgétaire, mobilisation de bénévoles, etc.) :

Nombre de personnes reçues en entretien individuel.

Lieu(x) concerné(s) par l'appel à projet (ville, quartier, lieu):

LOMME

Moyens matériels et humains (prêt de matériel, salle, nombre de bénévoles mobilisés) sollicités ou qui le seront :

- Un bureau mis à disposition dans les locaux de la maison du citoyen - une salarié

Votre projet a-t-il un caractère innovant. ? Si oui, pourquoi ?

Non.

Votre projet est-il accessible aux publics en situation de handicap et/ou lutte-t-il contre les discriminations ? Si oui, comment ?

Oui.

Votre projet implique-t-il des habitantes ou habitants de Lomme ? Si oui, comment ?

^ Les permanences sont mises en place pour les habitants de Lomme

Votre projet propose-t-il des actions éducatives à destination des élèves du 1^{er} degré, sur les temps scolaires, périscolaires ou extra-scolaires ? Si oui, comment ?

∅

Votre projet est-il spécifique pour un type de bénéficiaires ? Si oui, lequel ?

∅

7. Engagement auprès de la commune

L'association a-t-elle participé à la vie de la commune au cours de l'année écoulée ?

Vie Locale	Forum des associations en : 2024	Oui
	Réunion du Collectif Associatif	Ø
	Parcours éducatifs	Ø
	Manifestations patriotiques	Ø
	Autres	Ø
Animation	Carnaval	Ø
	Estivales	Ø
	Marché de Noël	Ø
	Événement Solidaire	Ø
	Autres / à l'initiative de l'association (préciser)	

8. Développement durable

« Intégrer à l'appel à projet des actions en faveur du développement durable ou en faveur de la transition écologique : par exemple, mobilité douce, tri sélectif, achat durable, vérification des charges fonctionnelles des locaux utilisés, etc. ».

Détaillez comment votre association participe à cette action :

9.

Fonctionnement régulier et démocratique

- Nombre de réunion du Conseil d'Administration en 2024: 2
- Assemblée Générale réalisée le : 27. Juin 2024
- Nombre d'adhérents présents à l'Assemblée Générale : 10 (100% du nombre total des adhérents)
- Nombre de réunion du Bureau de l'association : 3
- Politique de formation :

10. Budget prévisionnel de l'association « AIDA »
Intitulé du projet : « Permanences Juridiques »

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	14500	73 - Concours publics	
Autres fournitures	7338	74 - Subventions d'exploitation 2	0
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	0	DRETS BOP 177	199 792
Locations	6700	BOP 304 (programme 19)	36000
Entretien et réparation	5000		
Assurance	2000	Conseil-s Regional(aux) :	
Documentation			
		Emmaüs communautés	28700
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Departemental (aux) :	
Remunérations intermédiaires et honoraires	17000	MEL formation Union	4500
Publicité, publication			
Déplacements, missions	1200	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	500	Ville de Lomme	250
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération	1855		
Autres impôts et taxes	1110	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Remunération des personnels	193500	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	46000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cessions	
		758. Dons manuels - Mécénat	27461
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	296703	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN	296703
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN		TOTAL DONT CVN	

Nom du Signataire : **NAESSENS Jacques** Qualité : **Président**

Date : **23/04/2025**

Signature : 

1 Ne pas indiquer les centimes d'euros.

2 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

A.I.D.A.
Aide à l'insertion des Demandeurs d'Asile
58/60, rue de la Justice
59000 LILLE
Tél. 03 20 06 79 80 - Fax. 03 20 78 25 67
aida-emmaus59@hotmail.fr

10. Budget prévisionnel de l'association «A .I.D.A »
Intitulé du projet : « PERMANENCES JURIDIQUES »

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Concours publics	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation 2	0
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	0		
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Regional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres		Ville de Lomme	250
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	250	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	0	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN	0
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN		TOTAL DONT CVN	

Nom du Signataire : **NAESSENS Jacques** Qualité : **Président**

Date : **23/04/2025**

Signature :

1 Ne pas indiquer les centimes d'euros.

2 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

9. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom et prénom) ... NAESSENS JACQUES

Représentant(e) légal(e) de l'association :

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter -) lui permettant d'engager celle-ci (8).

Déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives (9), comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;
- que l'association souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;
- que l'association respecte les principes et valeurs de la Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;
- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) (10)

☒ inférieur ou égal à 500 000 €

☐ supérieur à 500 000 €

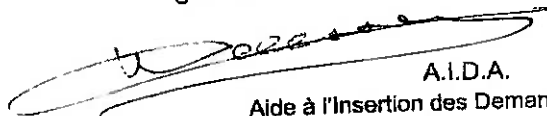
- demander une subvention de : 250,00 € au titre des appels à projet 2025

- que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l'association.

=> Joindre un RIB

Fait, le 23/04/2025 à LILLE

Signature



A.I.D.A.

Aide à l'Insertion des Demandeurs d'Asile
58/60, rue de la Justice
59000 LILLE

Tél. 03 20 06 79 80 - Fax. 03 20 78 25 67
aida-emmaus59@hotmail.fr

8 : "Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. Art. 1984 du code civil."

9 : Déclaration des changements de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations - Préfecture ou Sous-préfecture.

10 : Conformément à la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) No 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.



MAIF

Société d'assurance mutuelle à cotisations variables

Entreprise régie par le code des assurances

Groupe MAIF Gestion Courrier sociétaire 79018 Niort cedex 9

@ : www.maif-associationsetcollectivites.fr - Téléphone : 09 78 97 98 99 - Fax : 05 49 26 59 94

N°

4203458D

AIDE ET INSERTION DES DEMANDEURS D ASILE

58 60 RUE DE LA JUSTICE

59000 LILLE

Attestation d'assurance

Risques liés à la location ou à l'occupation d'un immeuble

IDENTITE DU LOCATAIRE :

AIDE ET INSERTION DES DEMANDEURS D ASILE

ADRESSE DE L'IMMEUBLE :

- 58 60 RUE DE LA JUSTICE

59000 LILLE

RISQUES GARANTIS :

- Responsabilité du locataire ou de l'occupant à l'égard du propriétaire (dégâts des eaux, incendie,
- Responsabilité du locataire ou de l'occupant à l'égard des voisins et des tiers (dégâts des eaux, incendie, explosion),
- Défense.

MONTANT MAXIMUM GARANTI :

125 000 000 € par sinistre

DUREE DU CONTRAT :

Annuelle avec tacite reconduction au 1er janvier

La présente attestation est établie pour servir ce que de droit mais ne peut engager la MAIF au delà des conditions générales et particulières du contrat dont elle se prévaut.

Niort, le 23/04/2025
Le représentant de la Société



MAIF

Société d'assurance mutuelle à cotisations variables

Entreprise régie par le code des assurances

Groupe MAIF Gestion Courrier sociétaire 79018 Niort cedex 9

@ : www.maif-associationsetcollectivites.fr - Téléphone : 09 78 97 98 99 - Fax : 05 49 26 59 94

N°

4203458D

AIDE ET INSERTION DES DEMANDEURS D ASILE

58 60 RUE DE LA JUSTICE

59000 LILLE

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE **Contrat Risques Autres Que Véhicule A Moteur** **des Associations et Collectivités**

Année 2025

La Mutuelle Assurance des Instituteurs de France (MAIF) - 200 Boulevard Salvador Allende - 79038 NIORT CEDEX - atteste que AIDE ET INSERTION DES DEMANDEURS D ASILE a souscrit un contrat d'assurance sous le numéro 4203458 D.

Après la première période d'assurance qui s'étend de la date de prise d'effet du contrat au 31 décembre, l'année d'assurance commence le 1er Janvier et s'achève le 31 Décembre. Le contrat est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que la collectivité ou tout bénéficiaire des garanties, peut encourir à l'égard des tiers, lors de la survenance d'un événement de caractère accidentel et notamment à l'occasion des activités que la collectivité organise (sous réserve que celles-ci aient été au préalable déclarées au contrat).

GARANTIES

► Plafond de la garantie "Responsabilité civile" :

* Dommages corporels	30 000 000 €/sinistre
* Dommages matériels et immatériels consécutifs.....	15 000 000 €/sinistre
La garantie est toutefois limitée, tous dommages confondus à.....	30 000 000 €/sinistre
* Dommages immatériels non consécutifs.....	50 000 €/sinistre
* Responsabilité civile "produits" y compris intoxication alimentaire.....	5 000 000 €/année d'assurance
- dont frais de retrait.....	1 000 000 €/année d'assurance
* Atteintes à l'environnement.....	5 000 000 €/année

► La garantie est applicable sans franchise

La présente attestation est établie pour servir ce que de droit mais ne peut engager la MAIF au delà des conditions générales et particulières du contrat dont elle se prévaut.

Fait à Niort, 23/04/2025
Le représentant de la Société



CAISSE D'ÉPARGNE

NORD FRANCE EUROPE

16275	00600	08104358686			82	
C E NORD FRANCE EUROPE (00600)					CEPAFRPP627	
FR76	1627	5006	0008	1043	5868	682

AIDA
58 RUE DE LA JUSTICE
59000 LILLE
ASSOCIATIONS

0059680



**Réunion de l'assemblée générale
du 27 juin 2024**

Procès verbal

Le 27 juin 2024 à 18 heures 15, au siège social, les membres de l'association se sont réunis en assemblée générale ordinaire annuelle afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Le rapport d'activité de l'année 2023
- Les rapports du commissaire aux comptes
- L'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023
- L'affectation du résultat
- Le renouvellement de mandats d'administrateurs
- Nomination de Marie-France Bedleem et Antoine Delannoy en qualité d'administrateur
- La détermination du montant de la cotisation annuelle

L'assemblée est présidée par Jacques Naessens, Président du conseil d'administration,

Les membres de l'assemblée ont signé la feuille de présence en entrant en séance.

Sont déposés sur le bureau de l'assemblée :

- La copie des avis de convocation ainsi que l'accusé réception du commissaire aux comptes,
- La feuille de présence,
- Les rapports,
- Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Après quelques mots d'accueil du Président, le rapport d'activité de l'année écoulée est présenté par Ebru qui en fait la synthèse.

Le commissaire aux comptes rappelle que son rôle est de veiller à ce que les comptes soient bien conformes à la législation comptable et fiscale en vigueur. C'est dans ce cadre que deux rapports ont été établis. Ils ont été distribués et commentés. Il faut retenir que c'est une certification pure et simple des comptes.

La discussion est ouverte.

Claire Lanly fait une remarque : AIDA a fait de gros progrès par rapport à l'année précédente, puisqu'un commissaire aux comptes mène ses travaux.

Les résolutions suivantes sont mises aux voix :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu les rapports d'activités, les rapports du commissaire aux comptes, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils lui sont présentés se soldant par un déficit de 12 000€.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter ce résultat aux réserves.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.612-5 du code du commerce, approuve les conclusions dudit rapport.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale renouvelle pour une durée de 3 années les mandats de membres de Wambrechies, Saint-Omer et Fontaine Notre-Dame.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

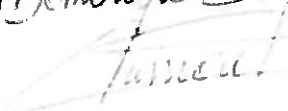
L'assemblée générale nomme en qualité d'administrateur pour une durée de 3 années, Madame Marie-France Bedleem et Monsieur Antoine Delannoy.

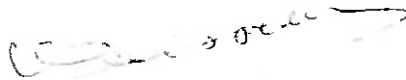
SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de maintenir à 5 euros le montant de la cotisation annuelle des membres de l'association.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

La Secrétaire
H. Dominique DEMONT


Le Président
Jacques Nacasse




Aide à l'Insertion des Demandeurs d'Asile

A.I.D.A.

58 / 60, Rue de la Justice.

59 000 LILLE.

Association régie par la loi 1901, déclarée à
la Préfecture du Nord en date du 9 janvier
2003, sous le n° 0595039952.

aida-emmaus59@hotmail.fr

Les membres du conseil d'administration de
l'association AIDA.

Le Bureau: Président: M. Jacques NAËSSENS de nationalité française,
retraité demeurant au 3 rue de l'Égalité à Fontenay 59610
Vice-Président: M^{me} Anne Saugier de nationalité française, responsable
de Communauté Emmaus 181 rue G.^e Leclercq à Saint-Auché 59
Secrétaire: M^{me} Dominique Dumont de nationalité française, retraité
résidence Les Clauvins 124 Ave de Flandres Wazemmes 59290.
Treasurer: M. Claude Vignier de nationalité française, retraité
17 rue D'Esquermes 59000 LILLE.

Les autres administrateurs

- M^{me} Danielle Collette - française, retraitée, 3 Bis rue du Coeur Joyeux Laitte 5900
- M. Delbecque Dominique français, retraité, 5 R^{te} Nationale La Chaux Lunettes 59166
- Emmaüs Artés - Chemin des Dames Bruy-La-Buissière 62700
- Emmaüs Wambrechies 1 rue du Fort de la Redoute Wambrechies 59118
- Emmaüs La Halle St Jean 181 rue du G.^e Leclercq Saint-Auché 59872
- Emmaüs St Eloi 54 rue du Non Cornet Saint-Martin au Lazib 62500
- Emmaüs Fontaine Notre Dame 352 R^{te} Nationale Fontaine N Dame 59400
- Emmaüs Fontaine Notre Dame 352 R^{te} Nationale Fontaine N Dame 59400
- Association Le Relais - Chemin des Dames 2 AL du Poss.ble Bruy-La-Buissière 6269
- Emmaüs Grignon 8 rue du Cloître - Grignon 59132
- Le ou la Président(e) d'Emmaüs N/P/C/P, cariste ou son représentant
- Le ou la Président(e) d'Emmaüs France ou son représentant
- Jean-François Chammotte Rue de la Gloire Pélerine Saint-Martin-lez-Tahinghem 62500

A.I.D.A

association loi de 1901

STATUTS

Titre 1er: OBJET-DENOMINATION-SIEGE-DUREE

•ARTICLE 1er : -DENOMINATION-

Il est fondé entre les soussignés et les autres personnes ayant adhéré aux présents statuts et remplissant et les conditions ci après indiquées, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les dits statuts.

Cette association est dénommée :

A.I.D.A

Aide à l'insertion des Demandeurs d'Asile et migrants

Fondé par l'association Emmaüs Nord Pas-de-Calais

•ARTICLE 2 : -OBJET-

Cette association a pour objet d'aider les demandeurs d'asile et migrants, les réfugiés politiques et les étrangers sans titre de séjour valable, à régulariser leur situation en leur apportant une assistance administrative, matérielle ou financière et surtout un soutien moral dans l'esprit du manifeste universel d'EMMAÛS ; et par convention avec ses membres, l'association peut effectuer le suivi de familles en difficulté.

•ARTICLE 3:-MOYEN D ACTION-

L'association suscitera la coopération de toutes les personnes physiques et morales ayant leur domicile ou siège dans le secteur où elle exerce sont activités, savoir : la Région Nord-Pas-De-Calais.

•ARTICLE 4 :-SIEGE SOCIAL-

Le siège social est fixé au 58, 60, rue de la Justice à Lille, il pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

•ARTICLE 5 :-MEMBRES-

L'association se compose de :

a)membre d'honneur : l'Abbé Pierre

b)membre fondateur :

- Emmaüs Artois
- Emmaüs Wambrechies
- Emmaüs Tourcoing
- Emmaüs La Halte St Jean
- Emmaüs ST Omer
- Emmaüs Dunkerque
- Emmaüs Fontaine Notre Dames
- Association Le Relais
- Emmaus Glageon

Tous adhérents de l'association Emmaus Nord Pas-de-Calais Picardie

c) les membres actifs : Outre le « Président d'Emmaüs France ou son représentant membre de droit ainsi que le président d'Emmaus Nord Pas de Calais Picardie ou son représentant.

L'association se compose de membres actifs, lesquels peuvent être membres d'honneurs, membres fondateurs, bienfaiteurs, souscripteurs ou honoraires.

Les personnes morales légalement constituées tels que les établissements publics ou reconnus d'utilité public, les associations déclarées, les sociétés civiles ou commerciales peuvent être admises comme membres de l'association.

Pour être membres actif de l'association, il faut :

1er) Être parrainé par deux membres de l'association.

2ème) S'engager à payer une cotisation annuelle

3ème) Être agréé par le conseil d'administration, l'agrément ou le refus d'agrément n'ayant pas à être motivé.

Les membres actifs peuvent se livrer à un travail non rémunéré pour le compte de l'association.

•ARTICLE 6 :-DUREE-

La durée de l'association est de quatre vingt dix neuf ans

•ARTICLE 7 :-DEMISSION et RADIATION-

La qualité de membre de l'association se perd par la démission ou par la radiation prononcée par le conseil d'administration soit pour motif grave, soit pour non paiement des cotisations prévues au titre III ci après, le membre intéressé ayant été appelé à fournir préalablement ses explications devant le conseil d'administration.

Titre II:-ADMINISTRATION

•ARTICLE 8:-CONSEIL D'ADMINISTRATION-

L'Association est administrée par un conseil d'Administration composé au minimum de neuf membres et au maximum de quinze membres. Est membre de droit le Président d'Emmaüs France ou son représentant ainsi que un membre par chaque association fondatrice.

Le renouvellement s'effectue par tiers sauf pour les deux premières années où les membres renouvelables sont désignés par tirage au sort.

Les administrateurs sont élus pour trois ans par l'Assemblée Générale et choisis parmi les membres actifs.

En cas de vacances, le Conseil peut pourvoir au remplacement de ses membres. La durée de mandat ainsi acquis est valable jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Les membres du Conseil absents sans excuse à plus de trois séances consécutives sont considérés comme démissionnaires.

Les membres du Conseil d'Administration ainsi que tout représentant de l'association doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils.

Le Conseil d'Administration prend toute décision répondant à l'objet de l'association. Il donne mandat au bureau d'exécuter les dites décisions.

La qualité d'Administrateur se perd à l'âge de 75 ans.

•ARTICLE 9:- Le Bureau

Le Conseil d'Administration est dirigé par un bureau composé d'un Président, d'un ou plusieurs vice-présidents, d'un Secrétaire et d'un Trésorier, ces deux derniers peuvent être assistés d'un adjoint.

Les membres du bureau sont élus par le Conseil d'Administration et sont rééligibles.

Il assure l'exécution des décisions du Conseil d'administration et l'expédition des affaires courantes.

•ARTICLE 10:-PRESIDENT du CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Président du Conseil d'Administration représente activement et passivement l'Association. Il ordonnance les dépenses et exerce tous les droits sous réserve des dispositions relatives au contrôle de l'Association.

Le bureau délègue au Président ses pouvoirs pour l'exécution de son mandat et le Président peut lui-même déléguer tout en partie des dits pouvoirs à un ou plusieurs membres du Conseil, ainsi qu'éventuellement aux préposés de l'association.

•ARTICLE 11 : -SECRETAIRE-

Le Secrétaire tient le registre de délibérations du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales.

•ARTICLE 12:-TRESORIER-

Trésorier assure la gestion financière de l'association.

•ARTICLE 13:-REUNION du CONSEIL d'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration se réunit une fois par trimestre et chaque fois qu'il est convoqué par le Président ou sur demande du quart de ses membres.

Il ne délibère valablement que si ses membres sont présents ou régulièrement représentés dans leur majorité ; les délibérations sont prises à la majorité absolue des présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les procès verbaux de séance sont signés par le Président et le Secrétaire.

Toutes les fonctions de membre du Conseil d'Administration et du bureau sont gratuites sous réserve du remboursement des frais pour l'exercice de leurs fonctions.

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent être rémunérés par l'Association que s'ils cessent de faire partie du Conseil.

Le Conseil d'Administration peut instituer, soit parmi les membres du Conseil d'Administration, soit en dehors d'eux, tout mandataire ou tout comité chargé de la direction ou de l'étude d'une affaire particulière sous réserve des règles de contrôle ci-après énoncées :

•ARTICLE 14:-OPERATIONS IMMOBILIERES et FINANCIERES-

Les délibérations du Conseil d'Administration relative aux acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles nécessaires au but poursuivi par l'Association. constitutions d'hypothèques sur les dits immeubles, baux excédant neuf années, aliénations de biens dépendant du fond de réserve, prêts et emprunts doivent être soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Toutefois l'Assemblée Générale peut donner mandat au Conseil d'Administration d'effectuer à concurrence d'un programme déterminé dans son montant toutes opérations immobilières et financières se rattachant à l'objet de l'Association.

•ARTICLE 15 : -CONTROLE DES COMPTES-

Après la clôture de l'exercice le trésorier établit les comptes de l'exercice clos.

Ces comptes sont présentés par écrit au conseil d'administration. Ils sont examinés par un Contrôleur des comptes ou par un commissaire aux comptes que le conseil choisit en dehors de l'association. Ce Contrôleur ou commissaire aux comptes est chargé d'adresser au conseil un rapport écrit sur la régularité des comptes et sur la situation financière de l'association.

Le conseil d'administration après avoir pris connaissance du rapport du contrôleur ou commissaire aux comptes statue sur les comptes et charge un de ses membres de présenter le rapport définitif à l'Assemblée Générale dans sa réunion ordinaire.

L'association s'engage à fournir chaque année à Emmaüs France le procès verbal de son assemblée générale, les noms des dirigeants, les comptes de résultats et de bilan dûment approuvés.

Titre III -RESSOURCES ANNUELLES-

•ARTICLE 16: -RECETTES de L'ASSOCIATION-

Les recettes annuelles de l'Association se composent :

- Des cotisations de ses membres dont le montant est fixé par l'assemblée générale.
- Des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente.
- Dons manuels.

•ARTICLE 17: -DONS et LEGS

Les délibérations du Conseil d'Administration relatives à l'acceptation des dons et legs ne sont valables qu'après approbation administrative donnée conformément à l'article 910 du code civil et aux articles 5 et 7 de la loi du quatre Février 1901.

•ARTICLE 18: -LOI sur le MECENAT-

Conformément au décret du 6 Mai 1988, les dispositions ci-dessous sont insérées et donnent obligation:

- De présenter les registres et pièces de comptabilité, sur toute réquisition du Ministère de l'intérieur ou du Préfet, en ce qui concerne l'emploi des libéralités;
- Adresser au Préfet, un rapport annuel sur la situation et sur les comptes financiers, y compris ceux des comités locaux;
- Laisser visiter nos établissements par les délégués des Ministres compétents et à leur rendre compte du fonctionnement des dits établissements.

TITRE IV -ASSEMBLEES GENERALES-

•ARTICLE 19:-COMPOSITION-

L'Assemblée Générale est formée par l'ensemble des membres adhérents de l'Association à jour de leur cotisation, chaque membre ayant une voix dans les délibérations.

•ARTICLE 20:-REUNIONS-

L'Assemblée Générale se réunit au moins une fois par an sur convocation du Conseil d'Administration.

La convocation est adressée par lettre individuelle huit jours à l'avance.

•ARTICLE 21:-DELIBERATIONS-

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale est fixé par le Conseil d'Administration et inscrit sur la convocation.

Le bureau de l'Assemblée Générale est constitué par le bureau.

L'Assemblée Générale entend les rapports sur la gestion du Conseil d'Administration, sur la situation morale et financière de l'Association : elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions inscrites à l'ordre du jour et pourvoit au renouvellement des membres du Conseil d'Administration.

Le rapport annuel et les comptes sont à la disposition de tous les membres actifs de l'Association, dans les quinze jours qui précèdent l'Assemblée Générale ordinaire annuelle.

L'Assemblée Générale ne délibère valablement que si ses membres sont présents ou représentés régulièrement dans leur majorité.

A défaut du quorum prévu par le précédent paragraphe, le Conseil d'Administration peut convoquer une nouvelle Assemblée Générale qui délibérera valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés à la condition que les décisions soient prises à la majorité de « s membres présents ou représentés.

Les délibérations de l'Assemblée Générale sont constatées par des procès-verbaux portés sur un registre spécial.

TITRE V -MODIFICATION des STATUTS- DISSOLUTION-

•ARTICLE 22:-MODIFICATION des STATUTS-

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil d'Administration et par l'Assemblée Générale convoquée à cet effet au moins un mois à l'avance.

La modification ne peut être décidée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou régulièrement représentés, représentant le quart des membres actifs de L'Assemblée.

•ARTICLE 23:-DISSOLUTION de L'ASSOCIATION-

L'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur la dissolution est convoquée spécialement à cet effet et doit comprendre au moins la moitié plus un des membres actifs.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est convoquée à nouveau, mais à quinze jours d'intervalle ; elle peut alors valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou régulièrement représentés.

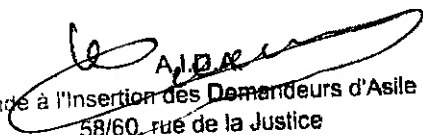
•ARTICLE 24:-COMMISSAIRES CHARGES de la LIQUIDATION-

En cas de dissolution, l'Assemblée désigne deux commissaires chargés de la liquidation de l'Association.

L'Association attribue l'actif net à Emmaüs Nord-Pas-De-Calais ou à défaut à une Association poursuivant le même but qu'elle, ou à un ou plusieurs établissements publics ou reconnus d'utilité Publique.

•ARTICLE 25 :-PUBLICATION-

Tous pouvoirs sont conférés au Président et au Conseil d'Administration pour effectuer les formalités administratives de déclaration et de publication prescrites par la loi du premier Juillet 1901 et par le décret du seize Août 1901.


Aide à l'Insertion des Demandeurs d'Asile
58/60, rue de la Justice
59000 LILLE
Tél 03 20 06 79 80 - Fax. 03 20 78 25 67
aida-einmaus59@hotmail.fr

Lille, le 23/04/2025

Jacques Naessens
Président.

Direction de la Réglementation
et des Libertés Publiques

Bureau des Associations

Récépissé de Déclaration de CREATION
de l'Association N° 0595039952

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 août 1901, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Préfet de la Région Nord / Pas de Calais
Préfet du Nord
Commandeur de l'Ordre National du Mérite
Officier de la Légion d'Honneur

donne récépissé à M. Gérard DELBECQUE, Président(e)

demeurant 969 domaine de la Vigne
59910 BONDUES

d'une déclaration en date du 9 janvier 2003

faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

AIDE A L'INSERTION DES DEMANDEURS D'ASILE ET MIGRANTS (A.I.D.A)

dont le siège social est situé 58-60 rue de la Justice
59000 LILLE

Lille, le 9 janvier 2003

P/le Préfet,

Pour le Chef de Bureau
Le Secrétaire Administratif des études

M.J. MERLIN



Extrait du décret du 16 août 1901

Article 1er : La déclaration prévue par l'article 5, paragraphe 2, de la loi du 1er juillet 1901 est faite par ceux qui, à titre quelconque, sont chargés de l'administration ou de la direction de l'association.
Dans le délai d'un mois elle est rendue publique au moyen de l'insertion au Journal Officiel, d'un extrait contenant la date de la déclaration, le titre et l'objet de l'association, ainsi que l'indication de son siège social.

Extrait de la loi du 1er Juillet 1901

Les associations sont tenues de faire connaître dans les trois mois tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications à leurs statuts.

D'AVESNES-MAUBEUGE. *Objet:* évoquer, entre ses membres, les problèmes concernant tout l'environnement éducatif et essayer de les résoudre. *Siège social:* inspection de l'éducation nationale, rue d'Artois, B.P. 275, 59607 Maubeuge Cedex. *Date de la déclaration:* 26 décembre 2002.

1185 - Déclaration à la sous-préfecture d'avesnes-sur-Helpe. CAMPAGNE EN DANGER. *Objet:* défendre l'environnement et préserver le cadre de vie de la commune d'Hergnies et de ses alentours. *Siège social:* chez Miné Maison (Michèle), 65, rue de Coutant, 59138 Hargnies. *Date de la déclaration:* 27 décembre 2002.

1186 - Déclaration à la sous-préfecture de Cambrai. ASSOCIATION DE PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL DU CÂTESIS ET DE LA VALLEE DE LA SELLE. *Objet:* préserver la qualité de vie et la santé de la population; protéger nos sites naturels, notre rivière La Selle et ses affluents, nos zones de captage d'eau potable et nos nappes souterraines, notre patrimoine culturel régional; sensibiliser au respect de l'environnement naturel et du patrimoine; agir afin que les activités humaines et les milieux créés, utilisés ou aménagés par l'homme soient respectueux des équilibres écologiques essentiels (urbanisme, industries, transports, gestion des déchets, etc.). *Siège social:* mairie, 2, rue Guynemer, 59360 Saint-Benin. *Date de la déclaration:* 27 décembre 2002.

1187 - Déclaration à la sous-préfecture de Cambrai. LA RANDO SOMMAINGEOISE. *Objet:* promouvoir la pratique d'une activité physique en plein air dans le respect et la protection de l'environnement. *Siège social:* maison des associations, mairie, 11, rue de Saint-Quentin, 59213 Sommaing-sur-Ecaillon. *Date de la déclaration:* 6 janvier 2003.

1188 - Déclaration à la préfecture du Nord. ASSOCIATION DES PROPRIETAIRES QU'ON VEUT ELOIGNER DU CENTRE DE TOURCOING (A.S.P.E.C.T.). *Objet:* prise en compte des intérêts des Tourquennois; sauvegarde du patrimoine des habitants des agglomérations du centre De Gaulle, du Beffroi et du docteur Roux contre les expropriations, transformations et démolitions dont ils font ou feront l'objet, pour leurs résidences, les territoires les entourant ou leurs parkings, et contre les nuisances de toute nature qui seront causées par suite de l'aménagement du nouveau centre commercial envisagé en centre-ville par la municipalité. *Siège social:* centre De Gaulle, résidence des Ducs-d'Harve, 3/28, 1^{er} étage, 59200 Tourcoing. *Date de la déclaration:* 6 janvier 2003.

1189 - Déclaration à la préfecture du Nord. ASSOCIATION DES PÊCHEURS A LA LIGNE EN MER DU NORD « ALBATROS NIEUWPOORT ». *Objet:* initiation, développement et pratique sportive de la pêche en mer et, d'une façon générale, toutes formes de pêche à la ligne. *Siège social:* 27, rue Paul-Colette, 59211 Santes. *Date de la déclaration:* 6 janvier 2003.

1190 - Déclaration à la préfecture du Nord. ASSOCIATION D'ATTELAGE LABEL AVENTURE VAL DE LYS. *Objet:* faire pratiquer, développer et encourager l'attelage moderne et de tradition sous toutes ses formes; organiser des manifestations, regroupements d'attelages; organiser des compétitions régionales et officielles. *Siège social:* 100, rue de l'Eglise, 59840 Lompret. *Date de la déclaration:* 7 janvier 2003.

1191 - Déclaration à la préfecture du Nord. ASSOCIATION DE TENNIS DE TABLE OSCAR-LAMBERT (A.T.T.O.L.). *Objet:* pratique du tennis de table (entraînement et compétitions). *Siège social:* centre Oscar-Lambert, 3, rue Frédéric-Combemale, 59020 Lille Cedex. *Date de la déclaration:* 8 janvier 2003.

1192 - Déclaration à la préfecture du Nord. LES TRIPHASÉS. *Objet:* organisation de représentations artistiques et culturelles. *Siège social:* 23 bis, rue Van-Dyck, 59000 Lille. *Date de la déclaration:* 8 janvier 2003.

1193 - Déclaration à la préfecture du Nord. REGION NORD. *Objet:* association de financement de la campagne électorale de M. José Pressoir pour les élections cantonales du canton d'Anzin

de février 2003 (A.F.C.E. M. José Pressoir, cantonales février 2003); financement de ladite campagne électorale, conformément à la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 et la loi n° 95-65 du 19 janvier 1995. *Siège social:* 12, rue Lydéric, 59800 Lille. *Date de la déclaration:* 9 janvier 2003.

1194 - Déclaration à la préfecture du Nord. LIMA GOLF BRAVO. *Objet:* assistance radio et liaison longue distance (DX). *Siège social:* 37, rue Jules-Laisne, 59160 Lomme. *Date de la déclaration:* 9 janvier 2003.

1195 - Déclaration à la préfecture du Nord. BDE ESIG. *Objet:* promouvoir et dynamiser l'Ecole supérieure d'informatique et de gestion (ESIG) par l'organisation d'événementiels internes et externes. *Siège social:* Ecole supérieure d'informatique de commerce et de gestion-est, 199-201, rue Colbert, centre Vauban, entrée Rochefort, 59800 Lille. *Date de la déclaration:* 9 janvier 2003.

1196 - Déclaration à la préfecture du Nord. EUROPE CATCH TOUR ASSOCIATION. *Objet:* promouvoir le catch en France; faire connaître le catch français en Europe; création d'une école de catch. *Siège social:* 16, rue du Docteur-Calmette, 59260 Hellemmes-Lille. *Date de la déclaration:* 9 janvier 2003.

1197 - Déclaration à la préfecture du Nord. NAUTIC-CLUB DE ROUBAIX. *Objet:* enseignement, perfectionnement des activités nautiques. *Siège social:* 14, rue du Fresnoy, 59100 Roubaix. *Date de la déclaration:* 9 janvier 2003.

1198 - Déclaration à la préfecture du Nord. ATOUKID. *Objet:* favoriser, développer et promouvoir le tourisme familial. *Siège social:* 126, rue Inkermann, 59100 Roubaix. *Mél.:* atoukid@free.fr. *Date de la déclaration:* 9 janvier 2003.

1199 - Déclaration à la préfecture du Nord. N.S.M. (NORTH SKATEBOARDING MOVEMENT). *Objet:* promotion et développement du skateboard. *Siège social:* chez M. Gagnerot (Eric) et chez M. Fauveau, 14, rue Saint-André, 59800 Lille. *Date de la déclaration:* 9 janvier 2003.

1200 - Déclaration à la préfecture du Nord. COMMUNAUTE DES EGLISES D'EXPRESSION AFRICAINE DE FRANCE (C.E.A.F.). *Objet:* assurer la célébration publique du culte protestant en conformité avec les normes évangéliques édictées dans la Bible et avec les principes indiqués dans la confession de foi; coordonner et promouvoir des activités culturelles communes aux associations adhérentes. *Siège social:* 166, rue de Lannoy, 59650 Villeneuve-d'Ascq. *Date de la déclaration:* 9 janvier 2003.

1201 - Déclaration à la préfecture du Nord. AIDE A L'INSERTION DES DEMANDEURS D'ASILE ET MIGRANTS (A.I.D.A.). *Objet:* aider les demandeurs d'asile, les migrants, les réfugiés politiques et les étrangers sans titre de séjour valable à régulariser leur situation en leur apportant une assistance administrative, matérielle ou financière et surtout un soutien moral dans l'esprit du manifeste universel d'Emmatus; par convention avec ses membres, l'association peut effectuer le suivi de familles en difficulté. *Siège social:* 58-60, rue de la Justice, 59000 Lille. *Date de la déclaration:* 9 janvier 2003.

1202 - Déclaration à la préfecture du Nord. JEUNESSES MUSICALES DE FRANCE DE LILLE-METROPOLE. *Objet:* sensibiliser le public à la musique par le spectacle vivant; participer à l'ouverture culturelle musicale en milieu scolaire; promouvoir les jeunes artistes; mettre en valeur les spécificités et particularismes musicaux de la métropole lilloise et de la région; encourager les jeunes à la pratique musicale. *Siège social:* 31, rue des Fossés, 59800 Lille. *Date de la déclaration:* 9 janvier 2003.

1203 - Déclaration à la préfecture du Nord. LE LEZARD TOASTER. *Objet:* représenter et gérer les intérêts du groupe de musique Lusi Laps; développer son image au travers d'actions diverses: concerts, festivals, rencontres et autres manifestations

A.I.D.A

Aide à l'Insertion des Demandeurs d'Asile et migrants

58/60, rue de la Justice 59000 - LILLE

Tél : 03.20.06.73.41 / Fax : 03.20.78.25.67

Fondée par EMMAUS Nord Pas-de-Calais.

Extrait de l'assemblée générale du mercredi 18 décembre 2002

L'assemblée générale constitutive de l'association A.I.D.A, s'est réunie le mercredi 18 décembre 2002 à 11 heures, au 58/60, rue de la Justice à LILLE

Etaient présents, les représentants des associations fondatrices à savoir :

- Emmaüs Artois,
- Emmaüs Wambrechies
- Emmaüs Tourcoing
- Emmaüs La Halte St Jean
- Emmaüs ST Omer
- Emmaüs Dunkerque
- Emmaüs Fontaine Notre Dames
- Association Le Relais

Etaient excusés : les représentants d'Emmaüs Cambrai, Emmaüs St Jean dont les pouvoirs ont été donnés au Président de l'Association Emmaüs Nord Pas-de-Calais

L'Assemblée Générale approuve les statuts et élit son Conseil d'administration : les membres fondateurs.

Sont adhérents de l'association à titre individuel :

- Gérard DELBECQUE, né le 12 avril 1939 à LINSELES, demeurant 969, Domaine de la Vigne 59910 BO NDUES.
- Fabien Denis BEAUPREZ, né le 5 janvier 1974 à ROUBAIX, demeurant 14, rue Gustave Charpentier 59223 RONCQ
- Alain LUCAS, né le 1 mars 1947 à PARIS 16^{ème}, demeurant, 8, rue du Stade 62219 LONGUENESSE

A.I.D.A.
Aide à l'Insertion des Demandeurs d'Asile
58/60, rue de la Justice
59000 LILLE
Tél 03 20 06 73 41 Fax. 03 20 78 25 67
aida-emmaus39@hotmail.fr



Service Statistique
Répertoire SIRENE

Service Info Sirene

09 72 72 6000

prix d'un appel local

SITUATION AU REPERTOIRE SIRENE

À la date du 23/04/2025

Description de l'entreprise	Entreprise active depuis le 09/01/2003
Identifiant SIREN	448 397 695
Identifiant SIRET du siège	448 397 695 00017
Dénomination	AIDE INSERTION DEMANDEURS ASILE MIGRANT
Sigle	AIDA
Catégorie juridique	9220 - Association déclarée
N° RNA ¹	W595012710
Activité Principale Exercée (APE)	94.99Z - Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
Appartenance au champ de l'ESS ²	Oui
Appartenance au champ des sociétés à mission	

Description de l'établissement	Etablissement actif depuis le 09/01/2003
Identifiant SIRET	448 397 695 00017
Adresse	58-60 58 RUE DE LA JUSTICE 59000 LILLE
Activité Principale Exercée (APE)	94.99Z - Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire

1 : Répertoire National des Associations

2 : Economie Sociale et Solidaire

Important : A l'exception des informations relatives à l'identification de l'entreprise, les renseignements figurant dans ce document, en particulier le code APE, n'ont de valeur que pour les applications statistiques (décret n°2007-1888 du 26 décembre 2007 portant approbation des nomenclatures d'activités françaises et de produits, paru au JO du 30 décembre 2007).

Avertissement : Aucune valeur juridique n'est attachée à l'avis de situation.